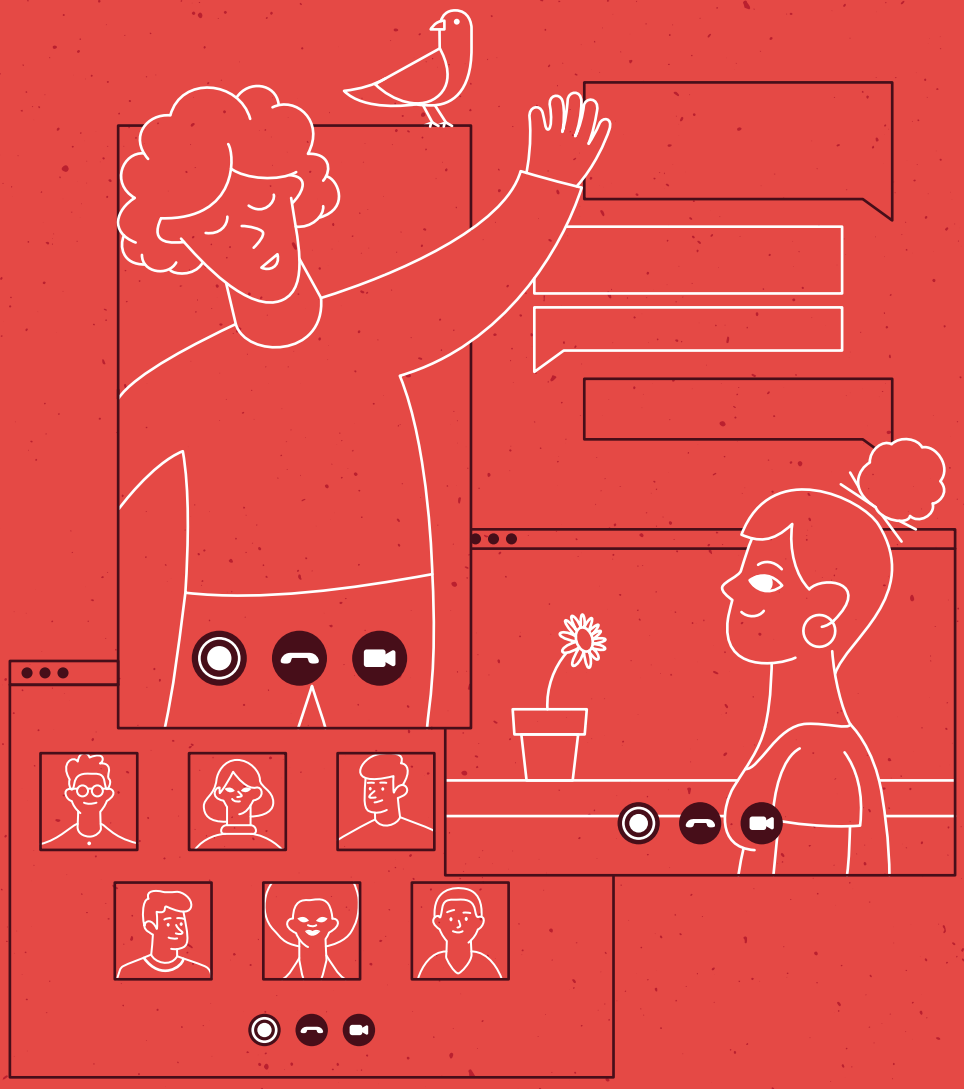
La voix de notre génération pendant la crise du corona



Sofie De Coker, Stefanie Dens et Magali Van Coppenolle.

GROUPE DU VENDREDI

Avant-propos

Décembre 2020.

L'une des caractéristiques qui nous distinguent, nous les humains, des autres animaux, est la complexité de notre langage. Ironiquement, c'est précisément ce langage vivant qui nous rend si sensibles au coronavirus : en parlant, nos langues projettent des milliers de gouttelettes dans l'air, propageant ainsi non seulement nos messages, mais aussi le virus. L'épidémiologiste Jose Jimenez a même affirmé : 'Si tout le monde s'arrêtait de parler pendant quelques mois, l'épidémie disparaîtrait."[1]

Mais qu'est-ce qui nous empêche de nous taire ? Est-ce la peur de ne pas être entendus ? L'angoisse que notre silence nous fasse passer de statut de majorité à celui de minorité ? Craignons-nous qu'un mutisme temporaire nous prive à jamais de parole ?

La réponse réside probablement dans la nature même de l'être humain, qui est un animal social. En tant qu'êtres humains, la communication nous est tout simplement vitale. Notre cerveau perçoit le manque de contact social comme le manque de nourriture, c'est-à-dire comme une sensation de faim[2]. Parler et échanger des points de vue est tout aussi crucial pour l'être humain que la nourriture et le sommeil.

Faire entendre notre voix est également primordial pour notre société et cela préserve notre démocratie. Ces dernières années, les voix les plus fortes ou les plus entendues n'étaient par ailleurs que rarement unanimes. Les divisions à l'intérieur comme à l'extérieur du pays ont causé et causent encore de fortes tensions. Mais comme l'écrit, entre autres, le Financial Times[2] : s'il y a un avantage à la crise du corona, c'est qu'elle insuffle un sentiment d'appartenance dans des sociétés polarisées. Ce sens de la citoyenneté est peut-être temporaire, mais il est d'autant plus important de l'utiliser de manière durable pendant cette crise. Car le risque en une telle période, est de se focaliser uniquement sur l'urgence, ici et maintenant.[3]

C'est pour cette raison que nous donnons la parole à notre génération dans ce rapport. Bien que les résultats et les opinions restent, bien sûr, la réflexion instantanée d'une période improbable de notre histoire, ils sont aussi un appel à l'action. Parce que parler ne suffit pas. Nous devons imaginer un nouveau monde pour donner forme au changement. Mais pour y parvenir, nous devons impérativement joindre le geste à la parole. C'est en agissant que cette nouvelle société verra le jour. Cela ne se fera pas sans coup férir, mais une chose est claire : notre génération veut s'engager pleinement en ce sens.

[1] De Standaard, Onze taal lijdt onder minder direct contact (thttps://www.standaard.be/cnt/dmf20201016_97421287)

[2] Financial Times, 'Virus lays bare the frailty of the social contract' (https://www.ft.com/content/7eff769a-74dd-11ea-95fe-fcd274e920ca)

[3] The Guardian, 'There is revolution in the air now, but history shows the old order will fight back' (https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/may/18/revolution-history-fight-back-coronavirus-policies-vulnerable)

Table des matières

1. Introduction 4

2. Méthodologie 5
   - 2.1 Méthode de recherche
   - 2.2 Analyse

3. Résultats de la recherche 6
   - 3.1 Les temps changent 6
   - 3.2 Solidarité, objectifs communs et efforts collectifs 7
   - 3.3 Une économie 'utile' et la protection des biens et services communs 9
   - 3.4 Une nouvelle forme de politique 12
   - 3.5 One health: onze gezondheid, die van onze maatschappij en die van onze planeet 14
   - 3.6 Vivre en temps de crise et d'incertitude 16
   - 3.7 Déclarations populaires 18
   - 3.8 Conclusion 18

4. Articles d'opinion 21

5. Liste complète des déclarations 40

1. Introduction

Le 18 mars 2020, la Belgique entre en confinement. Une semaine après le premier décès dû au COVID19 dans notre pays. Les écoles, les restaurants et les magasins non essentiels sont fermés. Les citoyens doivent rester chez eux et éviter autant que possible les contacts avec le monde extérieur. Peu de temps après, des contrôles aux frontières sont instaurés. Les mesures drastiques prises par notre pays pour sécuriser notre société sont d'une ampleur sans précédent.

Aussi incertaine que soit cette période, une telle crise offre aussi des opportunités indéniables. Dans les situations d'urgence, l'être humain fait en effet preuve d'une créativité et d'une résilience extraordinaires. La célèbre déclaration de Winston Churchill 'Never waste a good crisis' fait d'ailleurs écho à ce phénomène. C'est le moment de réévaluer notre mode de vie, de voir les décisions sous un nouveau jour. Pour transformer en changement une insatisfaction de longue date. Et l'actualité est riche en exemples : les nouvelles 'initiatives corona' poussent comme des champignons. Mais cette crise a-t-elle aussi le potentiel de donner le coup d'envoi à un changement sociétal structurel ?

Quelles idées mèneront à des changements à long terme, et d'où viennent-elles ? Ces changements nous mobiliseront-ils également autour des autres grands enjeux de notre époque ? Et si nous devions agir de manière aussi radicale pour ces problèmes, que nous l'avons fait aujourd'hui, lors de la crise du corona ?

C'est dans cet esprit que nous avons mené l'enquête auprès de notre génération : les Millennials entre 24 et 35 ans. Une génération qui a déjà connu de nombreuses crises au cours de sa courte existence[4], une génération qui commence maintenant à faire ses premiers pas dans l'élaboration des politiques. Nous voulions connaître les prévisions des jeunes de notre âge pour notre société après la crise du corona, ainsi que leurs attentes. Quelles réalités envisagent-ils ? Quels objectifs sociétaux devons-nous poursuivre d'après eux ? Nous voulons utiliser cette crise comme une opportunité pour faire entendre la voix de notre génération et façonner la société de demain.

Pour nous faire une idée de ce qui modèlera notre avenir selon les Millennials, nous avons élaboré 43 déclarations au sein du Groupe du Vendredi. Celles-ci représentent des idées et des tendances que nous percevons dans la société actuelle et qui, selon nous, pourraient être les germes de diverses transitions (sociétales) possibles.
Parmi les propositions, certaines sont encore embryonnaires ou peu répandues, car les innovations qui émergent en temps de crise ne sont pas toutes des idées nouvelles. Au contraire, ce sont souvent des déclarations auparavant jugées trop exotiques ou idéalistes, mais auxquelles la crise confère une certaine légitimité[5]. Au regard de la modification radicale de notre mode de vie pendant le confinement, nous avons également ajouté quelques propositions directement liées à la crise du corona.

Bien sûr, nous ne pouvons prédire l'avenir. Par définition, le confinement est une période exceptionnelle et - bien qu'au moment de rédiger ce rapport, nous soyons dans la deuxième phase de 'lockdown renforcé' - il faudra attendre pour pouvoir l'évaluer pleinement. Néanmoins, nous espérons pouvoir identifier certaines tendances auxquelles aspire notre génération et qui lui donnent de l'espoir pour l'avenir. Puisse cette enquête pousser à la réflexion, mais aussi à l'action.

[4] McKinsey & Company, 'Poorer than their parents? A new perspective on income inequality (https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/poorer-than-their-parents-a-new-perspective-on-income-inequality)
[5] Rebecca Solnit, Hope In The Dark

2. Méthodologie

2.1 Méthode de recherche

Les 43 déclarations abordent un éventail de questions politiques, économiques, sociales, et environnementales (questionnaire complet en annexe). Quatre questions supplémentaires abordaient la perception de la crise par les personnes interrogées afin de comprendre si elles avaient effectivement une impression de 'changement'. Malgré le débat et le pluralisme animant le Groupe du Vendredi, nous sommes conscients que la sélection des propositions est en partie soumise à notre subjectivité, notamment car, en tant que Millennials, nous ne sommes qu'un segment d'une société polyphonique. Nous ne saurions être complets dans l'énumération de toutes les tendances sociales possibles, mais nous espérons identifier quelques objectifs auxquels aspirent les jeunes.

Pour chaque déclaration, nous avons demandé dans quelle mesure la personne interrogée était d'accord. Les affirmations ont été évaluées sur la base d'une échelle de 5 points :

- Tout à fait d'accord
- D'accord
- Ni d'accord, ni pas d'accord
- Pas d'accord
- Pas du tout d'accord

Pour évaluer le degré d'importance des affirmations, nous avons également demandé aux répondants d'établir un top 5 des déclarations les plus importantes à leurs yeux.

Afin de garantir la représentativité de l'échantillon, nous avons chargé le bureau d'études Ipsos de réaliser l'enquête auprès de 500 Millennials âgés de 24 à 35 ans entre le 29/05/2020 et le 10/06/2020. Cet échantillon est représentatif en termes de genre, de région, de langue et de classe sociale pour les Belges âgés de 24 à 35 ans. Pour la classe sociale, le score de l'étude de presse CIM a été utilisé. Celui-ci combine le niveau d'éducation et la profession du chef de ménage[6]. L'enquête a été entièrement réalisée en ligne.

2.2 Analyse

Pour l'analyse des résultats, nous avons principalement utilisé une combinaison des réponses positives (=T2= d'accord + tout à fait d'accord) et une combinaison des deux réponses négatives (=B2= pas d'accord + pas du tout d'accord). Cela nous a permis d'indiquer de manière simple quelles déclarations ont été - ou non - fortement appréciées.

Certaines déclarations ont recueilli un pourcentage élevé de réponses 'ni d'accord, ni pas d'accord.' Ces propositions mettent en lumière des opinions moins prononcées : les personnes interrogées se préoccupent moins de ces déclarations ou ont une opinion moins tranchée à leur sujet. Pour les réponses neutres, les résultats peuvent généralement être interprétés comme suit : lorsqu'une large proportion de répondants est d'accord (T2) avec une proposition, et que cette dernière enregistre également de nombreuses réponses neutres, il existe bien une adhésion à la déclaration et cette adhésion rencontre peu d'opposition. Le raisonnement inverse est également valable : si une large proportion de répondants n'est pas d'accord (B2), et qu'on enregistre un grand nombre de voix neutres, on peut supposer qu'il y a peu d'adhésion.

En tant que think tank belge de jeunes d'horizons divers, le Groupe du Vendredi entend transcender les clivages et recherche l'unité dans une société pluraliste. C'est pourquoi, dans ce rapport également, nous avons délibérément choisi de mettre en évidence les similitudes les plus marquées. Nous présentons ainsi une vision 'générale' de la génération. Nous n'abordons donc pas les différences au sein des sous-groupes de l'échantillon. Toutefois, nous sommes transparents en ce qui concerne les déclarations pour lesquelles aucune unanimité n'a pu être trouvée dans l'échantillon général.

Afin de simplifier la visualisation des données, les pourcentages de ce rapport ont été arrondis vers le haut. Pour cette raison, l'addition des résultats partiels ne correspond pas toujours à la somme finale indiquée. (Par exemple, pour la proposition 1, 16,03 % sont entièrement d'accord, et 54,49 % sont d'accord, soit un total de 70,52 %. Ce total est arrondi à 71%, ce qui ne correspond pas à la somme des chiffres arrondis : 16% + 54%).

[6] Étude de presse CIM 2018-2019 (https://www.cim.be/sites/default/files/Media/Pers/Documents/methodologie_2018-2019_nl.pdf)

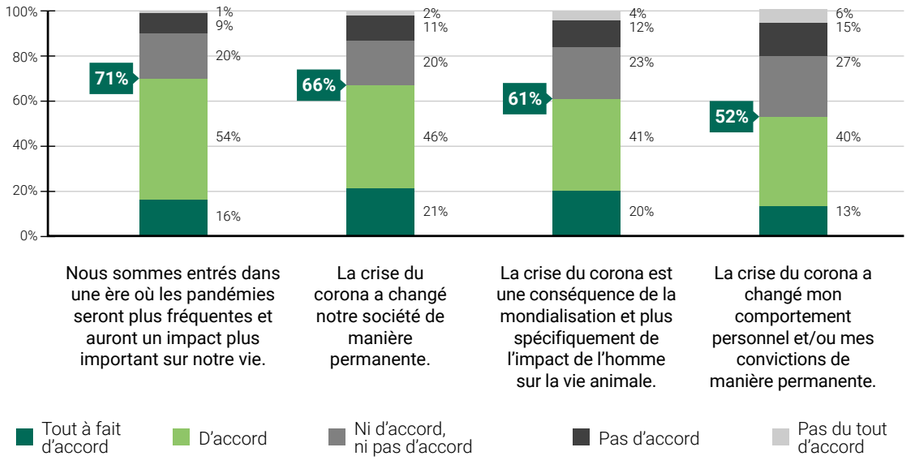
3. Résultats de la recherche

Dans le chapitre suivant, nous regroupons les déclarations en plusieurs grands thèmes qui se dégagent des résultats.

3.1 Les temps changent

Les temps changent, et nous constatons que les 24-35 ans en ont clairement conscience. Les personnes interrogées ne considèrent pas la crise du corona comme un problème isolé et limité dans le temps. Il ne s'agit pas seulement d'une crise du présent, mais aussi d'une crise de l'avenir : 71 % sont d'accord pour dire que les pandémies seront plus fréquentes et auront un impact plus important ; 2 sur 3 indiquent que cette crise a changé notre société de manière permanente. Pour la moitié des personnes interrogées, cela a même eu des conséquences profondes sur leur comportement et leurs convictions personnelles : elles indiquent que la crise du corona les a changés de manière permanente.

Une majorité de répondants (61 %) voient également des liens entre l'origine de la crise, la façon dont nous traitons notre environnement, et la structure d'un monde mondialisé.

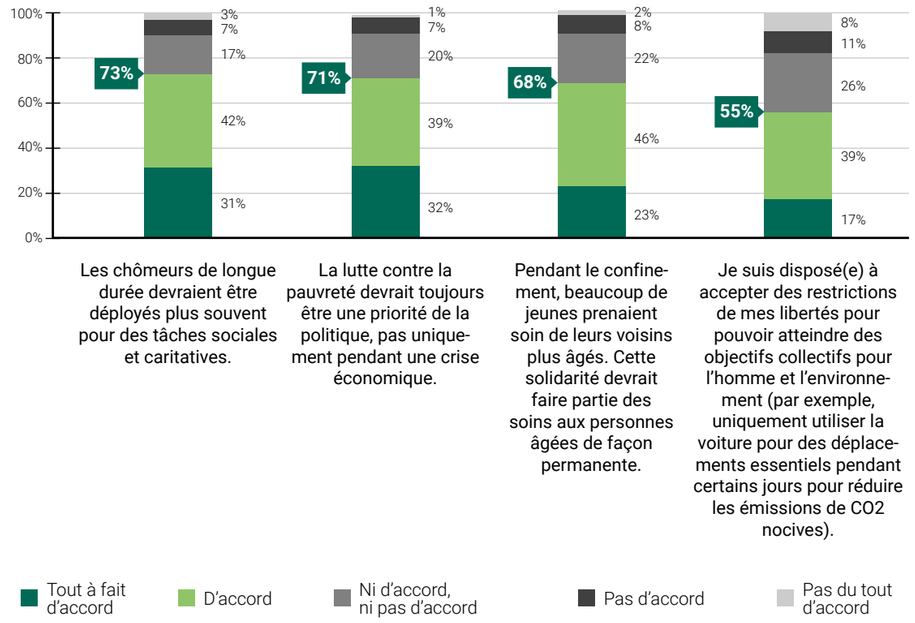


3.2 Solidarité, objectifs communs et efforts collectifs

Pour reprendre la citation du Financial Times mentionnée plus haut : s'il y a un avantage à la crise du corona, c'est qu'elle insuffle un sentiment d'appartenance dans les sociétés polarisées.[7] Dans nos résultats également, le thème de la solidarité ressort clairement. Les Millennials estiment que la solidarité avec les voisins plus âgés devrait faire partie de l'encadrement des personnes âgées de façon permanente (68 %). En outre, une grande majorité des répondants (71 %) indiquent que la lutte contre la pauvreté devrait toujours être une priorité de la politique, pas uniquement pendant une crise économique.

Toutefois, une grande majorité d'entre eux semblent attendre cette solidarité de la part de tous, y compris de ceux qu'ils perçoivent comme ayant l'opportunité de contribuer à l'effort collectif, comme les chômeurs de longue durée. 73 % indiquent en effet que les chômeurs de longue durée devraient être déployés plus souvent pour des tâches sociales et caritatives.

DÉCLARATIONS QUI ONT REMPORTÉ L'UNANIMITÉ



[7] Financial Times, 'Virus lays bare the frailty of the social contract' (https://www.ft.com/content/7eff769a-74dd-11ea-95fe-fcd274e920ca)

De plus, une grande partie des Millennials semblent prêts à apporter leur pierre à l'édifice. Ainsi, une majorité d'entre eux (55 %) affirment être disposés à accepter des restrictions de leurs libertés pour poursuivre et atteindre des objectifs collectifs concernant l'homme et l'environnement. Par exemple, en n'utilisant la voiture certains jours que pour les déplacements essentiels afin de réduire les émissions de CO_2 nocives. Cela n'est toutefois pas envisageable pour 1 Millennial sur 5.

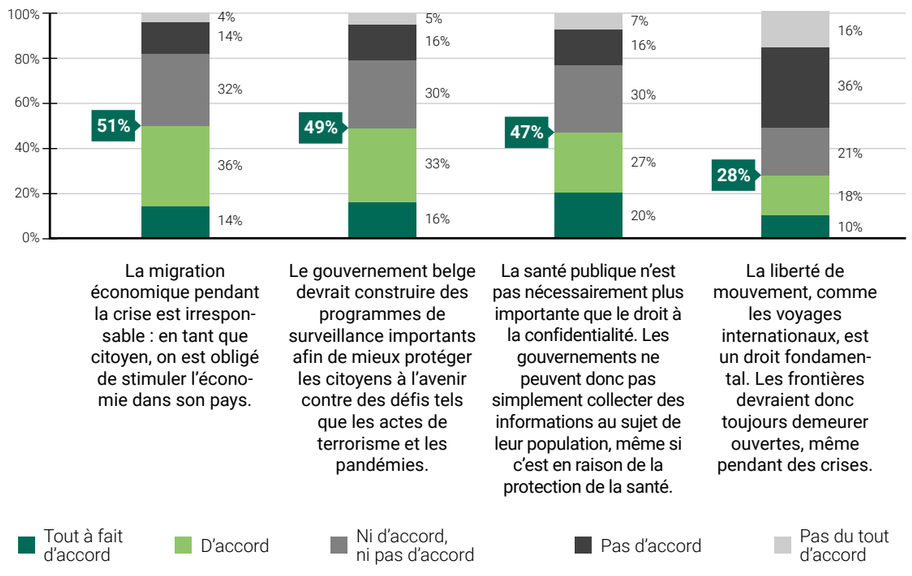
En outre, une majorité (51 %) déclare explicitement que la liberté de mouvement ne l'emporte pas sur l'intérêt collectif en temps de crise. Seuls 27 % des Millennials estiment que la liberté de mouvement (comme les voyages internationaux) est un droit fondamental et que, par conséquent, les frontières devraient toujours demeurer ouvertes, même pendant des crises.

Les réponses à la déclaration 'La migration économique pendant la crise est irresponsable : en tant que citoyen, on est obligé de stimuler l'économie dans son pays' suivent la même tendance. La moitié des répondants sont d'accord, bien que 32 % d'entre eux n'aient pas exprimé d'opinion tranchée.

Pour protéger notre société, les Millennials veulent aller loin : près de la moitié d'entre eux pensent que le gouvernement belge devrait construire des programmes de surveillance importants afin de mieux protéger les citoyens à l'avenir contre des défis tels que les actes de terrorisme et les pandémies. Par ailleurs, 30 % ont répondu à la question de manière neutre, et seulement une personne sur cinq a explicitement exprimé son désaccord à ce sujet.

Cependant, la mise en place d'un programme de surveillance aurait aussi ses limites : 47 % des répondants ont indiqué que la santé publique n'est pas nécessairement plus importante que le droit à la confidentialité (dans le cas de la collecte de données par le gouvernement). Les gouvernements ne peuvent donc pas collecter des informations au sujet de leur population, même si c'est en raison de la protection de la santé, sans garde-fous. Ici aussi, 1 personne sur 3 n'a pas exprimé d'opinion tranchée sur la question.

DÉCLARATIONS AVEC DES RÉPONSES MOINS TRANCHÉES



3.3 Une économie 'utile' et la protection des biens et services communs

Pour revenir sur le sentiment d'appartenance : une forme de sens civique axé principalement sur la protection de notre société semble émerger. 62 % indiquent que le compromis entre l'économie et notre santé ne devrait pas exister : notre économie devrait éventuellement être réformée pour garantir la santé publique, même si cela implique des frais. L'économie est donc au service de notre bien-être. Toutefois, la nuance est ici nécessaire, au regard des divergences d'opinions exprimées sur la déclaration suivante : 'L'objectif principal du gouvernement est de continuer à faire fonctionner l'économie, même si des risques de santé y sont liés.' 38 % se sont déclarés d'accord, mais 37 % ont aussi affirmé ne pas être d'accord.

La question de la protection de la société revient également dans le domaine des finances publiques. Pour faire face aux grands défis sociétaux (comme la crise du corona ou la crise climatique), le gouvernement devrait emprunter plus d'argent et se préoccuper moins du déficit public, estiment 42 % des personnes interrogées. Cependant, plus d'un tiers (35 %) a également répondu de manière neutre à cette question.

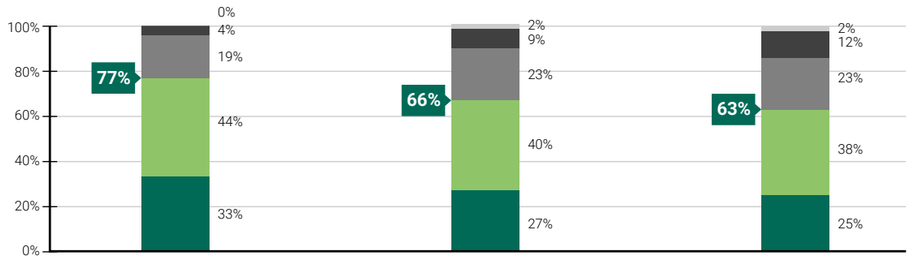
Deux personnes sur trois se sont montrées clairement favorables (66 %) à l'obligation de fabriquer localement les produits essentiels, comme des biens d'utilité publique. Nous semblons vouloir sécuriser nos chaînes de production et être moins dépendants des grands fournisseurs internationaux pour les matières premières et les produits importants. Ou du moins, vouloir créer un plus grand sentiment de contrôle et de sécurité, car la production locale n'est pas non plus une garantie absolue contre la pénurie. Soulignons qu'il faut tenir compte ici de la pénurie de masques buccaux au début de la crise du corona, laquelle a pu avoir un impact sur l'opinion des répondants.

L'importance de garantir la production se reflète également dans les réponses, principalement positives, aux déclarations suivantes: 'Les entreprises devraient miser sur une répartition géographique de leur chaîne de production pour garantir de pouvoir continuer à fonctionner pendant des crises' (54 % d'accord) et 'Les entreprises devraient privilégier des structures organisationnelles plus plates et des équipes autonomes pour être plus résistantes aux crises' (45 % d'accord). Notons que ces deux déclarations ont recueilli un pourcentage élevé de réponses neutres, 34 % et 38 % respectivement, ce qui pourrait indiquer que les Millennials ont principalement une opinion sur les ressources essentielles de la société, et moins sur le fonctionnement même des d'entreprises.

L'importance du transport public est également soulignée dans les résultats, 63 % des personnes interrogées indiquent que celui-ci devrait toujours pouvoir lier toutes les régions du pays, même s'il n'y a que peu de passagers. Néanmoins, 45 % ont également indiqué que les pouvoirs publics devraient miser davantage sur l'infrastructure routière et les moyens de transport individuels (comme le vélo, la moto ou la voiture) parce qu'il est plus difficile de garantir la distanciation sociale dans les transports publics. Par ailleurs, 1 personne interrogée sur 3 a répondu de manière neutre à cette dernière proposition.

Dans notre économie, l'égalité des droits est importante : tout le monde devrait pouvoir bénéficier de protection. 58 % des répondants sont favorables à ce que les indépendants et les employés bénéficient de la même protection économique. En outre, une petite majorité (53 %) est d'accord avec l'idée que le revenu des travailleurs devrait être basé sur le caractère 'essentiel' de leur travail pour le fonctionnement de la société (par ex. les infirmiers et les banquiers pourraient gagner le même salaire). 1 Millennial sur 5 n'est cependant pas d'accord avec cette déclaration.

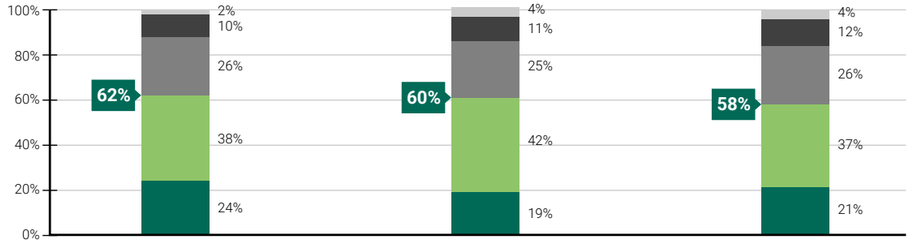
DÉCLARATIONS QUI ONT REMPORTÉ L'UNANIMITÉ



Il devrait être obligatoire de partager ouvertement et gratuitement les résultats de la recherche scientifique sur l'homme et l'environnement avec tous les autres scientifiques et les autorités publiques. (par exemple, recherche sur le corona, développement de vaccins, etc.)

Les gouvernements devraient obligatoirement faire fabriquer localement des produits essentiels, comme des masques chirurgicaux

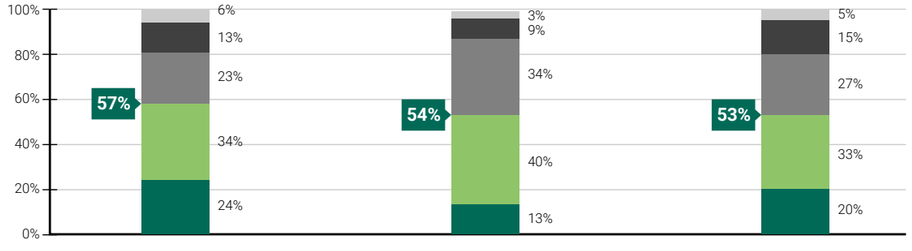
Le transport public devrait toujours pouvoir lier toutes les régions du pays, même s'il n'y a que peu de passagers.



Le compromis entre l'économie et notre santé ne devrait pas exister: notre économie devrait éventuellement être réformée pour garantir la santé publique. Même si cela implique des frais.

Le secteur culturel est indispensable à la société et doit toujours être protégé.

Les indépendants devraient avoir la même protection économique que les employés.



Le gouvernement devrait prévoir un revenu de base universel pour chaque citoyen. Cela signifie que tout le monde, peu importe sa situation professionnelle, reçoit le même revenu de base qui peut ensuite être complété avec un revenu sur la base du travail qu'on exerce.

Les entreprises devraient miser sur une répartition géographique de leur chaîne de production pour garantir de pouvoir continuer à fonctionner pendant des crises.

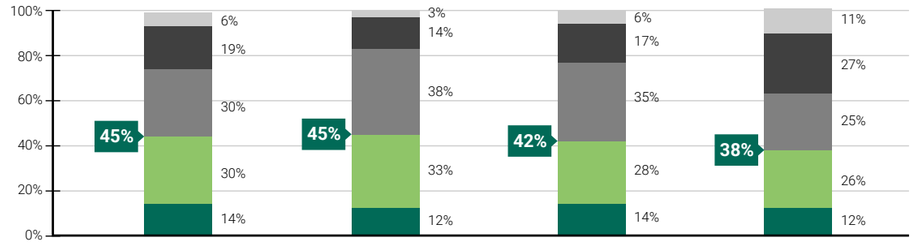
Le revenu des travailleurs devra être basé sur le caractère « essentiel » de leur travail pour le fonctionnement de la société (P.ex. les infirmiers et les banquiers pourraient gagner le même salaire.)

Tout à fait d'accord | D'accord | Ni d'accord, ni pas d'accord | Pas d'accord | Pas du tout d'accord

Nous avons également étudié dans ce sondage l'appétit de notre génération pour un revenu de base universel pour chaque citoyen. Ce revenu de base universel signifierait que tout le monde, peu importe sa situation professionnelle, reçoit le même revenu de base qui peut ensuite être complété avec un revenu sur la base du travail qu'on exerce. 57 % des personnes interrogées y sont favorables, 1 sur 5 pense que le gouvernement ne devrait pas mettre en place un tel système.

Enfin, les résultats démontrent l'importance des biens publics et communs immatériels. L'importance du secteur artistique et culturel au sein de la société est reconnue et 60 % des personnes interrogées sont favorables à sa protection dans la durée. Les répondants se sont également exprimés clairement sur l'importance cruciale de la connaissance en tant que bien intangible et partageable. Près de 77 % d'entre eux estiment qu'il devrait être obligatoire de partager ouvertement et gratuitement les résultats des recherches scientifiques sur l'homme et l'environnement avec tout autre gouvernement, ainsi que la communauté scientifique. Il se peut que les réactions à cette proposition aient été influencées par une importante coopération scientifique internationale pour contrer la pandémie de coronavirus, comme la publication rapide par la Chine de la séquence d'ADN dans une base de données en libre accès[8].

DÉCLARATIONS AVEC DES RÉPONSES MOINS TRANCHÉES



Le gouvernement devrait miser sur l'infrastructure routière et les moyens de transport individuels (comme le vélo, la moto ou la voiture) parce qu'il est plus difficile de garantir la distanciation sociale sur le transport public.

Les entreprises devraient privilégier des structures organisationnelles plus plates (où il n'y pas de structure hiérarchique) et des équipes autonomes pour être plus résistantes aux crises.

Le gouvernement devrait se préoccuper moins du déficit public, il vaudrait mieux emprunter plus d'argent pour résoudre des défis sociétaux importants (comme la crise du corona ou la crise climatique).

L'objectif principal du gouvernement est de continuer à faire fonctionner l'économie, même si des risques de santé y sont liés.

Tout à fait d'accord | D'accord | Ni d'accord, ni pas d'accord | Pas d'accord | Pas du tout d'accord

[8] Center for Infectious Disease Research and Policy (University of Minnesota), 'China releases genetic data on new coronavirus, now deadly' (https://www.cidrap.umn.edu/news-perspective/2020/01/china-releases-genetic-data-new-coronavirus-now-deadly)

3.4 Une nouvelle forme de politique

Le changement de nos modes de gouvernance et de nos systèmes politiques sont l'un des thèmes qui ressortent le plus clairement de l'enquête.

Une grande majorité des personnes interrogées (76 %) sont d'accord avec l'idée que le système constitutionnel belge devrait être repensé en privilégiant la simplicité et l'efficacité, et non pas les préférences communautaires.

Cependant, si réforme il y a, il est important d'impliquer les citoyens et les experts. 66 % des personnes interrogées ont déclaré être d'accord avec l'affirmation selon laquelle la particratie et les politiciens professionnels bloquent la démocratie.

Les résultats obtenus par ces déclarations ont pu être influencés (entre autres) par le long processus de formation du gouvernement qui battait encore son plein lors du premier confinement, et qui a finalement conduit au gouvernement Vivaldi le 1er octobre 2020. En avril 2020, 'De Stemming', un projet de recherche de l'Université d'Anvers et de la VUB pour le compte de De Standaard et de VRTNWS, avait déjà mis en lumière l'ampleur du cynisme politique du citoyen flamand. Seule 1 personne sur 4 a indiqué être satisfaite de notre démocratie, tandis que 43 % étaient clairement insatisfaites[9]. Même si cette enquête ne concerne qu'une partie de notre groupe cible (uniquement la Flandre), nos résultats semblent corroborer ces conclusions. De plus, ils sont, selon notre enquête, partagés dans toutes les régions du pays.

La confiance dans les experts en matière d'élaboration des politiques publiques a également été mise en avant dans la proposition suivante : 'Actuellement, le Parlement fédéral doit d'abord approuver les avis du Conseil National de Sécurité avant qu'ils ne soient implémentés en tant que lois. Les avis du Conseil National de Sécurité devraient être directement implémentés en tant que lois à l'avenir, sans intervention du Parlement' (le Conseil national de sécurité est un organe gouvernemental belge dans lequel siègent à la fois des hommes politiques et des experts). Cette déclaration remporte un taux d'adhésion intéressant, 39 % des répondants s'étant déclarés d'accord, et 38 % n'ayant pas d'opinion tranchée à ce sujet Lors du premier confinement, le Conseil national de sécurité était l'organe chargé d'élaborer les mesures de sécurité, et il était également très présent dans la sphère publique, notamment par le biais de conférences de presse publiques, ce qui peut expliquer pourquoi tant de Millennials lui accordent leur confiance. Depuis le gouvernement De Croo, le Conseil de sécurité a été remplacé par le Comité de concertation, où siègent les différents gouvernements de notre pays.

Passons au niveau international : les Millennials n'ont pas perdu toute confiance en l'Europe, mais le renouvellement de cette confiance à l'avenir dépendra de sa capacité à prouver son utilité pendant cette crise. 63 % d'entre eux se disent d'accord avec l'idée que l'Europe peut regagner la confiance des citoyens si elle agit maintenant.

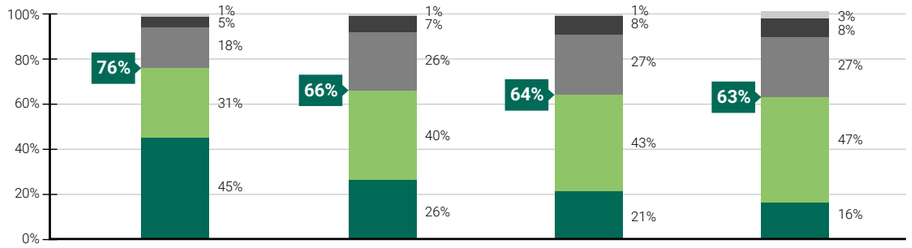
Toutefois, il ne semble pas y avoir de consensus clair parmi les personnes interrogées sur la déclaration 'Les pays réussissent plus s'ils entreprennent des actions au niveau national au lieu de collaborer au niveau international' (36 % d'accord, 38 % neutre).

En ce qui concerne la solidarité, notre génération se tourne clairement vers le niveau de pouvoir le moins élevé. 64 % des jeunes pensent que la solidarité émerge plutôt au niveau local, via des assemblées locales par exemple, et pas au niveau des organes régionaux ou fédéraux, et concluent qu'il faut donc donner plus de pouvoir au niveau local.

Il y a moins de consensus en ce qui concerne le niveau de pouvoir (fédéral ou communautaire) pour la provision d'informations. 49 % indiquent que la radiotélévision publique devrait être fédérale belge, et ne devrait pas être divisée entre la Flandre et la Wallonie. 23 % ne sont pas d'accord avec cette affirmation.

[9] VRT, Dossier 'De Stemming' (https://www.vrt.be/vrtnws/nl/dossiers/2020/05/de-stemming)

DÉCLARATIONS QUI ONT REMPORTÉ L'UNANIMITÉ



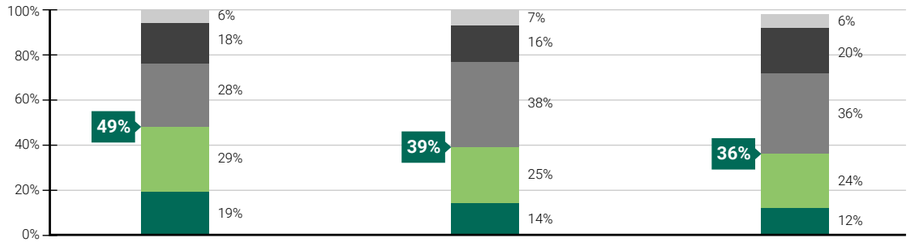
Le système constitutionnel belge (gouvernement fédéral, gouvernement flamand/bruxellois/wallon, etc.) devrait être repensé en privilégiant la simplicité et l'efficacité, et non pas les préférences communautaires.

La particratie et les politiciens professionnels bloquent la démocratie. Les experts indépendants et les citoyens ordinaires devraient pouvoir participer plus dans le monde politique.

La solidarité émerge plutôt au niveau local (via des assemblées locales par exemple) et pas au niveau des organes administratifs. Il faut donc donner plus de pouvoir au niveau local.

Si l'Union européenne peut démontrer son utilité durant cette crise, les citoyens pourront renouveler leur confiance dans le projet européen à l'avenir.

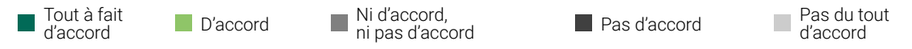
DÉCLARATIONS AVEC DES RÉPONSES MOINS TRANCHÉES



La radiotélévision publique devrait être fédérale belge, et ne devrait pas être divisée en Flandre et Wallonie.

Actuellement, le Parlement fédéral doit d'abord approuver les avis du Conseil National de Sécurité avant qu'ils ne soient implémentés en tant que lois. Les avis du Conseil National de Sécurité devraient être directement implémentés en tant que lois à l'avenir, sans intervention du Parlement.

Les pays réussissent plus s'ils entreprennent des actions au niveau national au lieu de collaborer au niveau international.



3.5 One health : notre santé, celle de notre société et celle de notre planète

Une crise en entraîne une autre : les résultats démontrent l'importance de comprendre les causes de la crise du corona actuelle. Comme indiqué plus haut, 71 % des personnes interrogées pensent que les pandémies seront plus fréquentes à l'avenir et auront un impact plus important.

En outre, 69 % trouvent que nous devrions miser plus sur la protection des animaux sauvages, par exemple en arrêtant la déforestation. Bien sûr, nous pouvons ici aussi relier ces résultats à l'origine présumée du coronavirus : selon des scientifiques, celui-ci aurait été transmis à l'homme par l'animal[10].

Plus de la moitié des répondants (57 %) sont d'accord pour affirmer que la crise climatique doit devenir la prochaine priorité politique. Il convient cependant de nuancer : près de 1 personne sur 5 est explicitement en désaccord avec cette déclaration.

Sans surprise, la crise du corona et les confinements qui en résultent ont mis en évidence la nécessité de disposer d'espaces verts d'utilité publique dans les paysages urbains. 76 % estiment que les gouvernements devraient étendre les espaces publics et verts (comme les parcs, les forêts, etc.) dans, et à, proximité des villes.

Près de la moitié des Millennials vont même plus loin et estiment que le gouvernement devrait adapter les normes de logement pour garantir que tous les bâtiments disposent obligatoirement d'un espace intérieur et extérieur adéquat. Cependant, 1 personne sur 5 n'est pas d'accord avec cette déclaration.

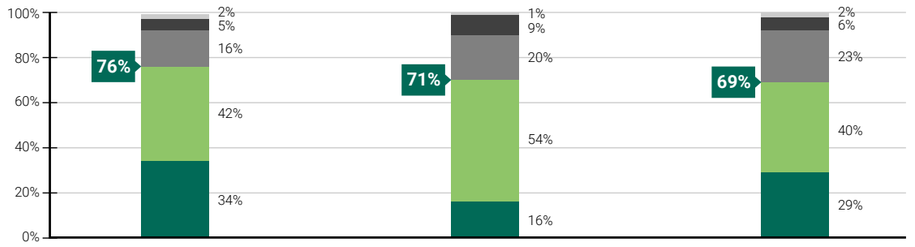
Les opinions quant à la phrase 'Plus de citoyens devraient aller vivre en zone rurale, car la vie en ville peut être dangereuse lors de crises comme les pandémies ou les vagues de chaleur' sont plus partagées. 'Pas d'accord' est la réponse la plus fréquente (40 %), même si de nombreux répondants (35 %) n'ont pas d'opinion tranchée à ce sujet.

En outre, la crise est considérée par certains comme une opportunité : 60 % des personnes interrogées se disent d'accord avec l'idée d'utiliser la diminution actuelle des émissions de CO_2 pour poursuivre cette tendance et limiter les déplacements 'non-essentiels' avec les transports aériens, maritimes et routiers.

Enfin, le focus des soins de santé publique doit également changer : selon 2 répondants sur 3, on devrait investir plus dans la prévention (comme arrêter de fumer, diminuer le taux d'obésité, etc.), et moins dans le traitement de maladies a posteriori, lorsqu'elles sont déjà déclarées.

[10] Nature, 'Viral and host factors related to the clinical outcome of COVID-19' (https://www.nature.com/articles/s41586-020-2355-0)

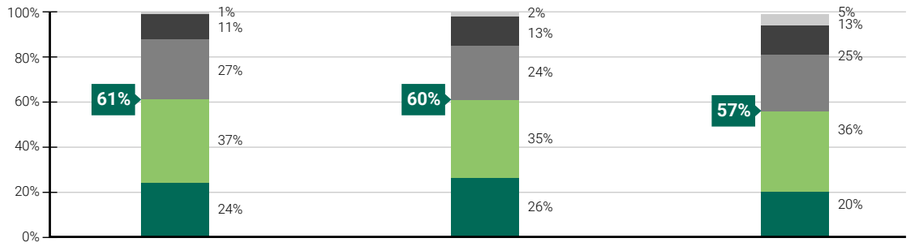
DÉCLARATIONS QUI ONT REMPORTÉ L'UNANIMITÉ



Les gouvernements devraient étendre les espaces publics et verts (comme les parcs, les forêts, etc.) dans et à proximité des villes.

Nous sommes entrés dans une ère où les pandémies seront plus fréquentes et auront un impact plus important sur notre vie.

À l'avenir, nous allons miser plus sur la protection des animaux sauvages, par exemple par arrêter la déforestation.

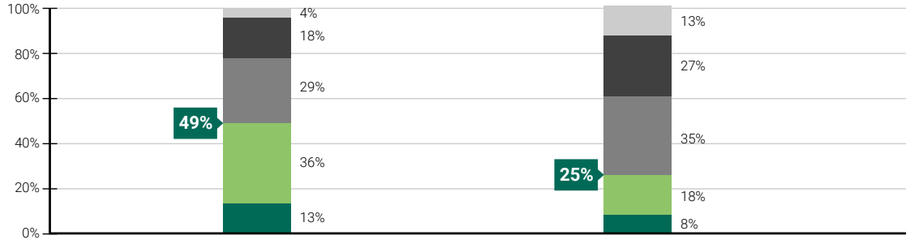


Le focus des soins de santé publics devrait changer : on devrait investir plus dans la prévention (comme arrêter de fumer, diminuer le taux d'obésité, etc.), et moins dans le traitement pur de maladies.

Maintenant que nous avons pu faire diminuer nos émissions de CO2 pendant le confinement, cette tendance devrait se poursuivre et nous devrions limiter à l'essentiel nos déplacements avec les transports aériens, maritimes et routiers.

Il y a une interconnexion entre les virus et les problèmes climatiques : la crise climatique devrait devenir la priorité suivante pour la politique.

DÉCLARATIONS AVEC DES RÉPONSES MOINS TRANCHÉES



Le gouvernement devrait adapter les normes de logement pour garantir que tous les bâtiments disposent obligatoirement d'un espace intérieur et extérieur adéquat.

Plus de citoyens devraient aller vivre en zone rurale, car la vie en ville peut être dangereuse lors de crises comme les pandémies ou les vagues de chaleur.

Tout à fait d'accord | D'accord | Ni d'accord, ni pas d'accord | Pas d'accord | Pas du tout d'accord

3.6 Vivre en temps de crise et d'incertitude

Les déclarations directement liées à la crise du corona ont souvent fait l'objet de doute, d'indécision ou de division. Peut-être est-ce dû aux changements radicaux que connaît notre quotidien, et à la phase d'adaptation qui bat toujours son plein ?

Une chose est sûre : cette crise a un impact majeur sur notre économie. De nombreux secteurs ont été touchés par les mesures d'urgence, et la consommation des ménages a considérablement baissé[11]. Dans notre enquête, 54 % des répondants ont indiqué que le gouvernement devrait encourager les niveaux de production et de consommation à retourner le plus vite possible à leurs niveaux d'avant la crise.

Le secteur de l'enseignement a lui aussi été durement touché. Des recherches menées par la KU Leuven ont montré que le déficit d'apprentissage dû à la fermeture des écoles au printemps 2020 est considérable.[12] La perspective de troquer le programme scolaire traditionnel contre plus de personnalisation et de digitalisation n'a pas récolté un plein soutien dans notre enquête. Concernant la déclaration 'Désormais, les enfants ne devraient plus suivre le programme scolaire traditionnel, mais un programme d'apprentissage individualisé qui combine les cours dans la classe avec des cours et des tâches digitaux', 39 % des répondants sont d'accord, et 32 % ne le sont pas. L'idée que les écoles devraient toujours rester ouvertes pendant l'été pour accompagner les enfants avec des difficultés d'apprentissage n'est pas non plus soutenue par tout le monde. 43 % sont d'accord, mais 29 % pensent que ce n'est pas une bonne idée.

Pendant la crise du corona, on a également tiré la sonnette d'alarme dans les prisons : en effet, en raison de la surpopulation, la sécurité ne pouvait pas y être garantie. C'est pourquoi le Conseil Central de Surveillance Pénitentiaire a plaidé pour une réduction de la population carcérale à la 'capacité d'accueil maximale'. Une des mesures prises par le ministre K. Geens pour répondre à cette demande a été d'utiliser autant que possible le bracelet électronique pour la détention préventive.[13] Notre enquête a révélé que 48 % des Millennials considèrent l'utilisation de bracelets électroniques (en cas de petites délinquances) comme une mesure efficace pour éviter la surpopulation carcérale, même s'il n'y a pas de crise. Cependant, près d'un tiers des répondants n'étaient pas d'accord avec cette affirmation.

Pendant le confinement, nous sommes en grande partie passés à des soins de santé digitaux et téléphoniques. Mais nos répondants sont divisés sur l'idée que cela devrait, à l'avenir, devenir le principal moyen de contact entre les médecins et les patients (35 % d'accord, 37 % pas d'accord).

Qui aurait prédit, il y a un an, que nous porterions des masques buccaux dans les lieux publics ? Malgré tout, nous ne sommes pas tout à fait prêts à accepter la 'distanciation sociale' comme norme après cette crise. 39 % ne sont pas d'accord d'intégrer ces normes à notre culture, au-delà de la crise actuelle, au motif que garder ses distances est plus sûr pour notre santé publique. 1 répondant sur 3 y est en revanche favorable.

L'impact de la crise du corona sur notre vision de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée n'est pas encore clair non plus. 48 % des répondants pensent qu'après cette crise, les gens seront moins enclins à prester de longues heures de bureau parce qu'ils auront pris la mesure de l'importance du temps libre pour les loisirs et les activités sociales. Néanmoins, 32 % ont indiqué ne pas avoir d'opinion explicite à ce sujet. Il est également important de se rendre compte que de nombreuses personnes ne peuvent choisir librement de réduire leur temps de travail, notamment en raison de préoccupations financières ou de contexte social et familial. Avec la perspective d'une récession imminente, cet argument risque de devenir encore plus prépondérant.

Selon une étude de McKinsey & Company[14], les Millennials sont la première génération qui bénéficiera d'une prospérité inférieure à celle de leurs parents (entre autres en raison de la récession économique, du vieillissement croissant de la population et de l'évolution du marché du travail). En interrogeant les personnes de notre âge, nous avons constaté que, pour 1 jeune sur 3, cela ne poserait aucun problème si notre génération était 'plus pauvre' que celle de nos parents. 'La prospérité ne peut pas continuer à augmenter et nous allons assez bien'. En réponse à la proposition 'La prospérité ne peut pas continuer à augmenter et nous allons assez bien', un peu plus d'un tiers (36 %) n'étaient pas d'accord et 31 % n'avaient pas d'opinion tranchée.

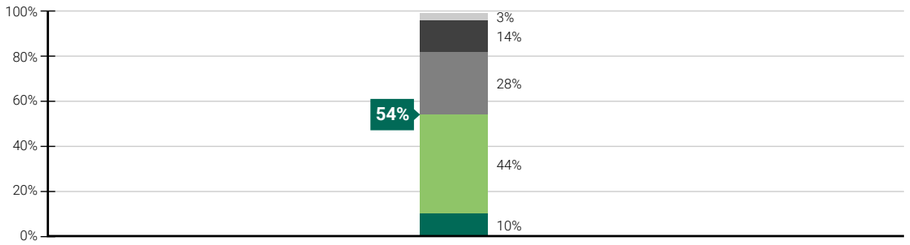
[11] SPF Économie, 'Impact économique du coronavirus' (https://economie.fgov.be/fr/themes/entreprises/coronavirus/impact-economique-du)

[12] VRT, 'Coronalockdown veroorzaakt grotere leerachterstand bij jongeren dan verwacht': (https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2020/09/22/leerachterstand-is-groter-dan-verwacht-na-lockdown-scholen)

[13] De Standaard, 'Laat alle gevangenen vrij die kunnen vrijgelaten worden' (https://www.standaard.be/cnt/dmf20200330_04907279?fbclid=IwAR1kFo71ChOEhrkjW4i7N-9cVfvsGh0kxWVw2-Moc-MPTP-HEae_iJXmFjw)

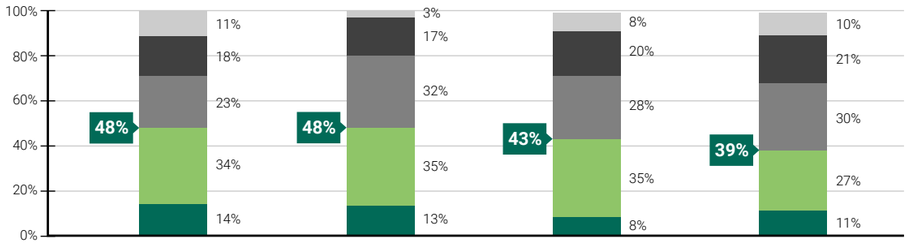
[14] McKinsey & Company, 'Poorer than their parents? A new perspective on income inequality (https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/poorer-than-their-parents-a-new-perspective-on-income-inequality)

DÉCLARATIONS QUI ONT REMPORTÉ L'UNANIMITÉ



Le gouvernement devrait encourager les niveaux de production et de consommation à retourner le plus vite possible à leurs niveaux d'avant la crise.

DÉCLARATIONS AVEC DES RÉPONSES MOINS TRANCHÉES

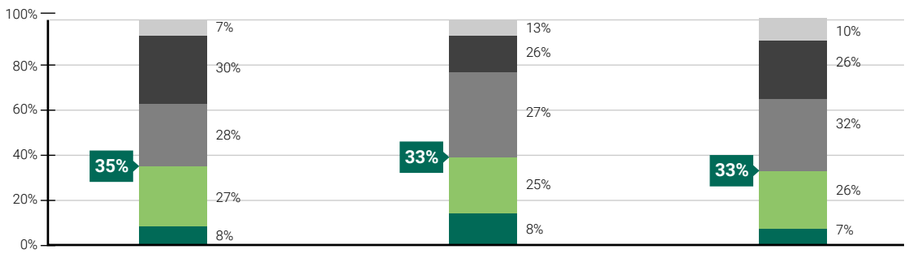


Les prisonniers emprisonnés pour des petites délinquances devraient être suivis plus souvent via des bracelets électroniques pour éviter les prisons surpeuplées, même s'il n'y a pas de crise.

Après cette crise, les gens seront moins enclins à faire de longues heures de bureau parce qu'ils se sont rendu compte de l'importance du temps libre pour les loisirs et les activités sociales.

Les écoles devraient toujours rester ouvertes pendant l'été pour accompagner les enfants avec des difficultés d'apprentissage.

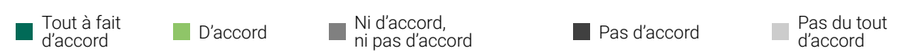
Désormais, les enfants ne devraient plus suivre le programme scolaire traditionnel, mais un programme d'apprentissage individualisé qui combine les cours dans la classe avec des cours et des tâches digitaux.



Les soins de santé numériques et téléphoniques (par exemple : consultation avec le médecin par chat vidéo, etc.) devraient être le premier moyen de contact entre les patients et les médecins, si possible.

'Les normes de 'distanciation sociale' devraient faire partie de notre culture. C'est notamment plus sûr pour notre santé publique même s'il n'y a pas de crise.

La prospérité ne peut pas continuer à augmenter : cela ne poserait aucun problème si notre génération était 'plus pauvre' que celle de nos parents. Nous allons assez bien.



3.7 Déclarations ayant remporté le plus de succès

À la fin du questionnaire, les 500 répondants ont pu établir leur top 5 parmi les 43 déclarations soumises. Les propositions ci-dessous se sont révélées les plus populaires, les pourcentages indiquant combien de répondants les ont classées dans leur top 5. Le top 5 ci-dessous classe donc l'affirmation la plus fréquemment choisie en première position.

Le top 5 est le suivant :

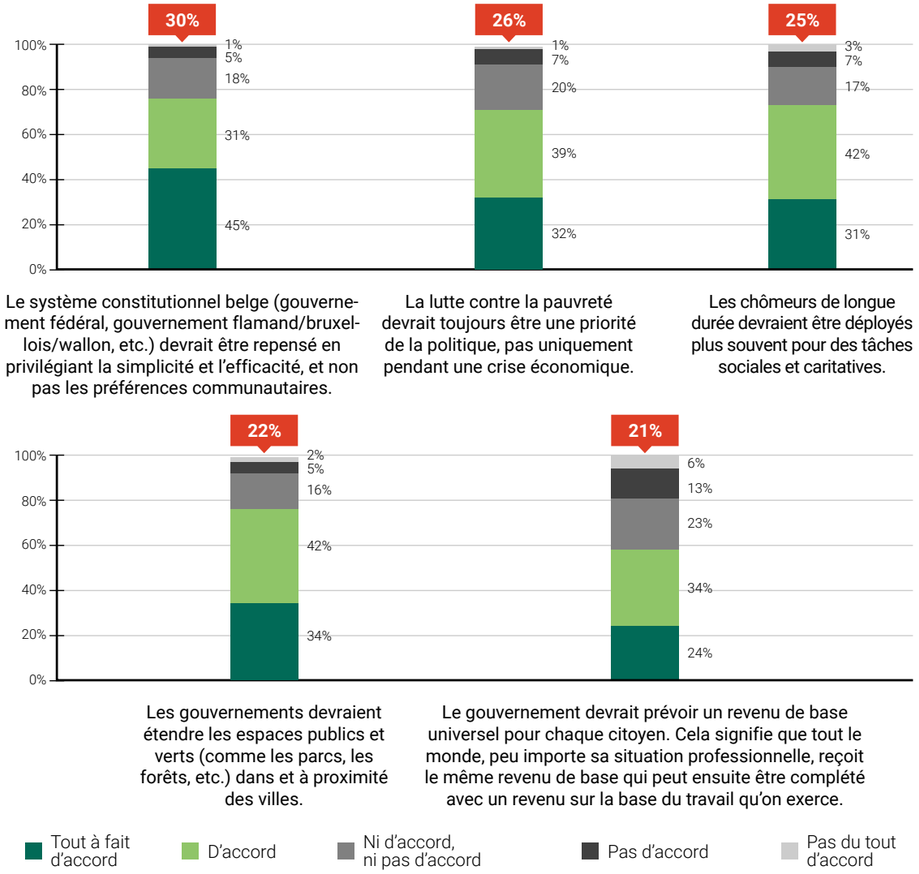
1. 'Le système constitutionnel belge (gouvernement fédéral, gouvernement flamand/bruxellois/wallon, etc.) devrait être repensé en privilégiant la simplicité et l'efficacité, et non pas les préférences communautaires' - 30 % de tous les répondants ont classé cette déclaration dans leur top 5

2. 'La lutte contre la pauvreté devrait toujours être une priorité de la politique, pas uniquement pendant une crise économique.' - 26 % de tous les répondants ont classé cette déclaration dans leur top 5

3. 'Les chômeurs de longue durée devraient être déployés plus souvent pour des tâches sociales et caritatives.' - 25 % de tous les répondants ont classé cette déclaration dans leur top 5

4. 'Les gouvernements devraient étendre les espaces publics et verts (comme les parcs, les forêts, etc.) dans et à proximité des villes.' - 22 % de tous les répondants ont classé cette déclaration dans leur top 5

5. 'Le gouvernement devrait prévoir un revenu de base universel pour chaque citoyen. Cela signifie que tout le monde, peu importe sa situation professionnelle, reçoit le même revenu de base qui peut ensuite être complété avec un revenu sur la base du travail qu'on exerce' - 21 % de tous les répondants ont classé cette déclaration dans leur top 5



3.8 Conclusion

Les résultats de cette enquête nous permettent de tirer la conclusion suivante : beaucoup de jeunes adultes sont prêts à amorcer un nouveau virage politique et à agir eux-mêmes en conséquence en adaptant leur mode de vie social et économique ou en réorganisant leurs libertés. La plupart des Millennials sont d'accord pour dire que les temps changent et que nous entrons dans une ère où, par exemple, les pandémies pourraient être plus fréquentes, avec des conséquences importantes pour la société, mais aussi pour notre propre comportement. Par ailleurs, les thèmes de la solidarité et de l'effort collectif recueillent eux aussi une grande adhésion. D'un point de vue économique, les nouveaux concepts de rémunération et de valorisation sont accueillis positivement et impliquent souvent une attention particulière pour la contribution sociétale d'une profession, d'une part, ou sur la nature essentielle des services ou des biens, d'autre part. En politique aussi, les jeunes de notre génération nourrissent des attentes vis-à-vis de l'Europe et de la Belgique, et soutiennent pleinement des réformes pour un fonctionnement efficace. Les thèmes relatifs au lien entre l'homme, le climat et la santé remportent un large succès, et, à cet égard, le concept de 'One Health', selon lequel la santé de l'homme et celle de l'animal sont envisagée comme étant étroitement liées entre elles et avec l'environnement dans lequel ils évoluent,[15] semble également populaire. Les nouvelles façons de vivre, comme par exemple l'école digitale ou la consultation médicale par téléphone, sont encore en cours d'expérimentation, et nous ne sommes pas encore en mesure de nous forger un avis clair sur ces questions.

Soulignons également que nombre de ces déclarations sont soutenues tant par des hommes que par des femmes, de milieux socio-économiques différents, et ce, au-delà des frontières linguistique et régionales. Se pourrait-il donc que la gestion nationale de la crise du corona rapproche les Belges ?

Nous tenons également à rappeler qu'il est important de rester prudents dans l'interprétation de ces résultats. Il s'agit d'une sélection de tendances relevées dans une seule catégorie d'âge parmi l'ensemble de la population belge, au cours d'une période spécifique (à la fin du premier confinement).

[15] Sciensano, 'One Health' (https://www.sciensano.be/nl/gezondheidsonderwerpen/one-health)

4. Articles d'opinion

Au cours de l'été 2020, juste après avoir réalisé ce sondage sur le coronavirus, le Groupe du vendredi a publié la série d'opinions 'Emergence' dans Knack et L'Echo. Chaque vendredi, un membre du groupe a approfondi l'un des thèmes de l'enquête. Nous avons regroupé ces articles dans le prochain chapitre. Les membres du Groupe ont écrit leurs carte blanches leurs noms propres.

Copyright Gerard Herman.

Introduction de la serie

De la génération de la crise à la génération de la transition

Publié le 25 juin 2020 par :

Sofie De Coker, conceptrice de produits numérique
Stefanie Dens, ingénieure-architecte
Magali Caroline Van Coppenolle, économiste

Les terrasses sont bondées. Les gens partent en vacances. La vie reprend son cours. Mais ne vous faites pas d'illusions : le monde n'est plus le même.

C'est ce qui ressort clairement de l'étude que le Groupe du Vendredi, un think tank pluraliste de jeunes adultes (25-35 ans), a menée auprès de pairs de sa génération.

Deux jeunes sur trois pensent que cette crise a changé notre société à jamais. 70% des personnes interrogées estiment que les pandémies seront plus fréquentes à l'avenir et auront un impact plus important sur nos vies.

LA 'GÉNÉRATION DES CRISES'

Il faut nous pardonner notre scepticisme ; nous n'en sommes pas à notre première crise. La plupart d'entre nous sont entrés sur le marché du travail peu après le krach financier de 2008, ou pendant la récession qui s'en est suivie. Ensuite, nous avons été confrontés à la crise de l'euro, à la crise des réfugiés et à la série d'attentats terroristes. Bref, un état d'alarme permanent règne sur ces années au cours desquelles nous avons façonné nos carrières, nos familles et nos caractères.

Entre-temps, nous portons sur nos épaules le fardeau du vieillissement de la population, du changement climatique et de la dette publique. Nous sommes officiellement la première génération qui sera, en moyenne, moins prospère que celle de nos parents. Ceci, selon notre enquête, laisse plus d'un jeune adulte sur trois indifférent.

Car ce qui nous dérange vraiment en fait, c'est l'immobilisme. Revenir à la certitude d'une continuité « as is » après une telle période de turbulences paraît tentant, mais nous ne voulons pas nous retourner vers le passé : ni vers un pays sans gouvernance, sans vision et sans influence, ni sur le chemin d'une polarisation de notre société qui ne cesse d'augmenter.

L'histoire de ces dernières années nous apprend que les périodes de déclin économique conduisent rarement à des changements structurels. Nous nous focalisons aveuglément sur la question 'Comment sauver les meubles?' et avons une tendance naturelle à vouloir maintenir le statu quo par peur de l'inconnu. Parce que c'est, en apparence du moins, 'une crise sans précédent'. Et nous mettons ainsi le vrai changement en veilleuse, pour 'quand ça ira mieux'.

En tant qu'enfants des crises du millénaire, nous savons que tout est allé trop loin. Que nous sommes tout au plus dans un compte à rebours jusqu'au prochain état d'urgence. Mais cela ne signifie pas que les millennials n'osent pas se tourner vers l'avenir. Au contraire, nous voulons passer de notre qualification de « génération des crises » à celle de la transition.

DES PONTS POUR LA BELGIQUE

Les mesures drastiques prises par notre pays ces derniers mois pour assurer la sécurité de notre société ont été d'une ampleur sans précédent. Et si nous prenions des mesures tout aussi drastiques pour relever les défis existentiels de notre génération ?

Pour ce faire, nous devons penser plus grand. Plus audacieux. Plus loin des sentiers battus. Avoir un regard ouvert et attentif sur ce qui compte vraiment. Et selon l'étude menée auprès de nos pairs, ce qui compte, par-delà les frontières linguistiques et au-delà des idéologies de 'gauche' et de 'droite', c'est la détermination et l'efficience au service de tous.

Comme une réforme de la Belgique axée sur la simplicité et l'efficacité plutôt que sur les préférences communautaires (soutenue par plus de 3 sur 4), afin que notre pays soit en mesure de relever les défis de ce siècle. Une plus grande participation des experts indépendants et des citoyens à la politique (2 sur 3). L'attention portée à la lutte contre la pauvreté (71%), aux espaces verts publics (76%), et aux soins aux personnes âgées (68%), parmi d'autres.

Une société dans laquelle nous pouvons oser, essayer et même échouer. Avec un filet de protection auquel chacun contribue comme il peut, ce qui implique qu'il couvre les indépendants (58%) également, et où les chômeurs de longue durée sont plus souvent déployés pour des missions d'utilité publique (73%). Une société pour laquelle nous sommes prêts à accepter des limitations de notre propre liberté afin d'atteindre des objectifs communs pour l'homme et l'environnement (55%).

Ce ne sont là que quelques-uns des résultats. Nous ne voulons pas mettre un programme politique sur la table, pas de recommandations politiques hâtives. En opposition aux traditionnelles lignes de faille sur lesquelles la Belgique est construite, ce que nous offrons, ce sont des ponts d'unité et d'entente sur lesquels nous voulons fonder notre société.

AGILITÉ SOCIALE

Les décideurs politiques ne savent plus quoi faire non plus, ce que nous comprenons. Remettre en question la vie tel que nous l'avons connue est difficile et pénible. En tant qu'êtres humains, nous sommes préprogrammés pour choisir la voie du moindre effort. Pour la satisfaction à court terme plutôt que le succès à long terme.

Mais aujourd'hui, serrer les dents et « mordre sur sa chique », expression bien de chez nous, est peut-être la meilleure option. Dans le monde des entreprises, la 'disruption' et l''agilité' sont à l'agenda des CEOs depuis des années. Les grands groupes pétroliers traditionnels, par exemple, sont obligés de changer de cap pour faire face à la crise économique et écologique. À l'ère du 'numérique', il faut soit nager, soit couler.

Il est temps que nous appliquions cette agilité aussi à notre société. En effet, celle-ci n'est pas gravée dans le marbre. Il n'y a pas de lois naturelles pour l'organiser, et nous ne sommes pas biologiquement prédestinés à la diriger d'une manière ou d'une autre. Non, notre société est le résultat de toute une série de choix, parfois visionnaires, parfois guidés par une vraie compréhension. Mais nous ne pouvons pas laisser notre fierté entraver des ajustements nécessaires. Nous devons avoir le courage d'apprendre et de corriger tout au long de notre vie, y compris en tant que société.

Pour ce faire, nous devons voir et comprendre le changement, mais aussi reconnaître que nous vivons une phase de transition et que nous ne pouvons pas encore totalement imaginer le monde de demain ou entièrement tracer le chemin à venir, mais que nous devons cependant nous mettre en route.

Notre génération est prête à porter des fardeaux, à faire des sacrifices, à agir pour le changement. Mais pour une société que nous soutenons. Et les mesures en ce sens doivent être prises aujourd'hui. Le futur, c'est maintenant.

Des villes viables

Le coronavirus, catalyseur d'une ville plus verte et résiliente

Publié le 10 juillet 2020 par :

Stefanie Dens, ingénieure-architecte
Thomas Hawer, ingénieure-architecte (pas un membre du Groupe du Vendredi)

Citadins et urbanistes se demandent si la fin de la crise du coronavirus marquera le début d'un exode champêtre. La ville est-elle morte ? Les résultats d'Immoweb, deZimmo et autres sondages récents semblent confirmer ce sentiment. Le sociologue et expert de l'aménagement du territoire Pascal De Decker explique que« Le coronavirus est la meilleure publicité pour l'habitation privée avec jardin ».

Avant de procéder à la construction d'une villa quatre façades pour traverser le prochain confinement, il est intéressant de savoir que l'exploitation, l'urbanisation et le lotissement excessifs d'espaces ouverts semblent favoriser l'apparition des pandémies à travers le monde. La Belgique participe elle aussi à cette conquête d'espaces verts en voie de raréfication. Rien qu'en Flandre, on procède chaque jour à l'aménagement d'une superficie équivalente à non moins de 7 terrains de football.

Que faire, dès lors, de cette peur d'une pandémie en milieu urbain ? Malgré la forte densité de population, aucun lien n'est établi entre un environnement urbain et un plus haut degré de contamination. En réalité, les villes disposent en moyenne de plus d'infrastructures de soins, ce qui rend l'aide d'urgence plus accessible. La ville sauve des vies, comme elle le fait depuis des siècles.

Les villes ont toujours été des laboratoires d'innovation sanitaire. La peste, par exemple, en a été chassée grâce au système d'égouttage. Les épidémies de choléra ont conduit à une meilleure gestion des eaux usées, à la mise en place d'espaces verts supplémentaires, ainsi qu'à l'aménagement de couloirs de ventilation urbains. Certains processus de production toxiques ont également été bannis des villes. Pour autant qu'il y ait volonté politique, les voitures et leurs gaz polluants pourraient subir le même sort. La vie en ville a certainement encore de beaux jours devant elle !

Pourquoi dès lors cette obsession de l'exode ? Probablement parce qu'une ville se développe de façon réactive. D'abord la catastrophe, ensuite la solution. La ville ne fera pas disparaître les pandémies. Mais elle peut réduire leur fréquence en exploitant plus efficacement l'espace disponible, et en donnant plus de place au vert. Nous savons que cette pandémie ne sera pas la dernière. La population semble avoir intégré que le changement climatique induira plus d'inondations en hiver et plus de sécheresse en été. D'autres catastrophes surviendront inévitablement. La ville doit s'y préparer de façon proactive.

Les enquêtes du Groupe du Vendredi montrent que 76 % des milléniaux belges (25-35 ans), indépendamment de leurs préférences politiques, niveau d'éducation ou lieu de résidence, considèrent que les autorités devraient augmenter les espaces verts dans et à proximité des villes. A y regarder de plus près, il y aurait plusieurs bonnes raisons à suivre ce souhait.

Dès les années 60, l'activiste urbaine Jane Jacobs affirmait que les collectivités urbaines subissaient l'adaptation progressive des villes à la voiture plutôt qu'aux personnes. De nombreuses études ont confirmé son idée qu'une communauté urbaine forte et un espace public (vert) adéquat ont des effets positifs sur la santé mentale et physique - précisément les facteurs qui permettent de réduire la sensibilité à des maladies telles que la COVID-19.

Outre les effets positifs qu'elle a sur la santé, l'écologisation des villes signifierait qu'en hiver, elles seraient à même de réguler la gestion de l'eau de manière à atténuer les effets de la sécheresse en été. Les parcs, qui apportent de la fraîcheur lors des grosses chaleurs, leurs servent de poumons et rendent l'air plus respirable. Ils contribuent de la sorte à une meilleure qualité de vie, a fortiori en cas de confinement.

Les autorités urbaines se sont, dans beaucoup de cas, pourvues de des plans d'écologisation ces dernières années. Cette crise devrait être l'occasion de transformer ceux-ci en projets de prévention urbaine, à la fois contre les épidémies et les conséquences du réchauffement climatique. Et si le coronavirus entrait dans l'histoire comme catalyseur d'une ville plus verte, et d'autant plus résiliente ?

Réinventer le processus décisionnel au sein de l'entreprise

Publié le 15 juillet 2020 par :

Audrey Hanard, économiste

Quel impact aura la crise du coronavirus sur le monde du travail ? Il y a près d'un siècle, les femmes s'imposaient comme les égales des hommes, contribuant à l'effort de guerre en faisant tourner les industries derrière le front. A l'issue du conflit, elles obtinrent enfin le droit de vote. Aujourd'hui, les fermetures de bureaux, les prédictions de la fin du « métro-boulot-dodo » ou l'émergence d'outils digitaux bousculent les habitudes. Tous secteurs confondus, au plus profond de la crise du coronavirus, chaque travailleur a dû se réinventer. Et ceci avec très peu d'injonctions directes des supérieurs, incertains quant aux conséquences du confinement. Ne serait-ce pas là l'occasion de réinventer le processus décisionel au sein de l'entreprise ? Et, pourquoi pas, réflechir à y offrir à ceux qui apportent chaque jour leur talent et leur travail un poids comparable à ceux qui y apportent leur capital ?

LA CRISE, RÉVÉLATRICE DE PRISES D'INITIATIVES

Lors de cette crise, pour beaucoup de travailleurs, l'apprentissage des outils de communication en ligne s'est fait sur le tas. Plus intéressant encore, soutenus par le système de chômage temporaire, nombre de citoyens se sont mis au service de l'effort collectif, en cousant des masques, faisant les courses pour les plus vulnérables, ou en soutenant les travailleurs de première ligne. La liberté retrouvée a en réalité permis une réallocation, certes encore anecdotique à ce stade, mais rapide et efficace des ressources au sein de notre économie.

La fluidité de cette réorganisation fait mentir le cliché de l'employé par essence paresseux et je-m'en-foutiste. Ce cliché, qui date de la Révolution industrielle, est aujourd'hui largement dépassé. Et heureusement ! Car afin d'affronter de prochaines éventuelles crises sanitaires (sans parler de la crise climatique), il serait nécessaire de mettre en place des mécanismes de décision décentralisés, faisant appel au sens des responsabilités des acteurs impliqués en première ligne. L'augmentation nécessaire de la résilience de nos entreprises se passera difficlement d'un droit au chapitre pour les travailleurs, qui vivent l'entreprise au jour le jour.

Les jeunes (25-35 ans) que nous avons interrogés sont plutôt d'accord: bien que plus d'un jeune sur trois soit neutre sur la question, près de 45% est favorable à une organisation du travail plus plate au sein des entreprises, afin précisément de permettre plus de fluidité en réponse aux crises. Mettons donc en place des mécanismes permettant aux jeunes et moins jeunes travailleurs de faire entendre leur voix.

RÉINVESTIR LES « CONSEILS D'ENTREPRISES »

Comme dans d'autre pays européens, la codétermination au sein de l'entreprise avaient été instituée en Belgique au sortir de la Seconde Guerre mondiale : des chambres de représentation des travailleurs sous forme de conseils d'entreprises (CE). Cependant, l'impact de ces organes a souvent été fort dépendant du bon vouloir du top management. Pour preuve, leur incapacité à contrer la tendance à la hausse de la part des bénéfices servant à rétribuer le capital, de facto seul décideur au sein de l'entreprise aujourd'hui.

Il serait assez simple en réalité de doter ces CE de droits similaires à ceux des Conseils d'administration (CA). La Professeure Isabelle Ferreras, par exemple, plaide depuis plusieurs années pour ce modèle bicaméral, avec un CE et un CA, et droit de véto pour l'assemblée représentative des travailleurs sur les décisions stratégiques. Cela impliquerait que le fonctionnement du CE devienne plus proche de celui d'un parlement, tandis que le CA resterait un organe délégué de l'Assemblée Générale des actionnaires (AG). Ceux qui investissent leur travail dans l'entreprise seraient dés lors considérés non plus comme simple partie prenante, mais comme partie constituante aux côtés des investisseurs en capital, et, de ce fait, à même de valider collectivement les décisions de l'entreprise.

Ce nouvel équilibre des pouvoirs mènerait à une dynamique rafraichissante : le ou la CEO ne devrait plus exclusivement satisfaire aux intérêts des actionnaires, mais également à ceux des travailleurs. Ceci permettrait à l'entreprise d'évoluer vers une culture de partage des décisions, mais aussi des responsabilités, au bénéfice d'une adaptabilité accrue. Une étape nécessaire au vu des défis à venir.

L'efficacite institutionnelle

Entre efficacité institutionnelle et régionalisation aveugle, la Belgique doit choisir

Publié le 24 juillet 2020 par :

Johan Heymans, avocat spécialisé dans les droits de l'homme et le droit pénal
Magali Caroline Van Coppenolle, économiste

Lorsque le nombre de cas confirmés de patients atteints du Covid-19 a explosé en Belgique, une blague s'est mise à circuler sur internet. "Ne soyons pas si pessimistes" commençait le petit texte, "si l'on compte le nombre de malades par ministre de la Santé, nous sommes les meilleurs au classement mondial!".

Cet humour cynique soulève une question fondamentale concernant la structure constitutionnelle de notre pays: la volonté politique constante de régionaliser davantage ne va-t-elle pas à l'encontre de la nécessité d'une politique décisive et efficace? "Oui", ont répondu résolument plus de trois jeunes sur quatre parmi un panel représentatif des 25 – 35 ans lorsque le Groupe du Vendredi leur a posé la question lors d'un sondage en mai 2020. Il serait difficile de leur donner tort.

La Belgique n'a en effet pas eu moins de 9 ministres de la Santé publique depuis l'accord dit "papillon" de 2011. Neuf ministres, cela signifie aussi neuf administrations. La Belgique a l'un des nombres les plus élevés de fonctionnaires par habitant en Europe[1] ainsi que l'un des nombres les plus élevés de différents niveaux de pouvoir. Cerise sur le gâteau? Au-delà de la fragmentation et confusion des compétences, la qualité de coordination entre les administrations est faible. Comme nous l'a démontré la crise du coronavirus, nous sommes loin d'une coopération harmonieuse pour le bien de tous. Au contraire, notre approche non coordonnée coûte non seulement cher, mais risque également d'être au prix de vies humaines.

Un autre exemple qui illustre bien l'inefficacité d'un fédéralisme égaré par le communautaire est l'approche de la Belgique en matière de climat. Notre pays a dû envoyer 4 ministres différents au sommet sur le climat de Madrid en décembre 2019. Dans un exemple impressionnant de politique en silos, 4 administrations différentes rédigent, séparément, 4 plans climatiques distincts pour un pays à peine plus grand qu'un mouchoir de poche[2].

À la lumière de ce qui précède, la récente proposition de dédoublement de chaque poste ministériel fédéral[3], avec un ministre wallon et un ministre flamand, fait preuve d'un aveuglement presque inimaginable face aux besoins réels de notre pays et aux défis urgents et complexes auxquels il est confronté. Les querelles communautaires risquent de devenir une caricature d'elles-mêmes: les héritiers se disputent les biens alors que la maison est en feu.

Ce discours communautaire omniprésent est aussi, bien sûr, le grand saboteur de service de la formation du gouvernement fédéral. Si, depuis le 26 mai 2019, nous n'avons développé aucune perspective de coalition viable, cela est dû à l'émergence, de part et d'autre de la frontière linguistique, de problèmes communautaires à répétition. Et cela même sur des dossiers qui n'ont intrinsèquement rien à voir avec ce sujet, tel que le récent projet de loi sur l'avortement[4].

Or, les défis majeurs de notre génération et de celles à venir, que ce soient les virus ou les problèmes climatiques, ne peuvent pas être contenus par des frontières régionales et des structures communautaires. La crise du coronavirus et la crise climatique nécessiteront toutes deux une gestion à long terme, des investissements ciblés de plusieurs milliards d'euros et une administration résolue et efficace.

C'est cette efficacité sur laquelle les jeunes Belges montrent clairement qu'ils voudraient que les politiques se concentrent. Cela ne signifie pas pour autant que des particularités linguistiques et culturelles de notre pays ne puissent être des facteurs dans le processus de décision, mais que celles-ci ne peuvent plus nous égarer.

À l'heure où un nouveau souffle est donné aux négociations gouvernementales, des rumeurs de réformes de l'État circulent à nouveau. Et si celles-ci se focalisaient sur l'efficacité, et non la fragmentation? Sur l'exécution et non la méthode? Toute réforme ne pourrait être justifiée que par une amélioration de la capacité de l'État à proposer une véritable vision d'avenir cohérente pour la Belgique, soutenu par une administration efficace et efficiente. Il ne nous reste que peu de temps pour choisir entre fragmentation aveuglée et efficacité, avant que la réalité ne nous rattrape. Alors, abordons ensemble les grands défis auxquels nous sommes confrontés, plutôt que d'en créer de nouveaux.

[1] REF EC STUDY

[2] https://sceptr.net/2019/12/belgie-klungelt-in-madrid-met-4-klimaatministers/
[3] https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2020/07/11/voorstel-jambon/
[4] https://www.dewereldmorgen.be/artikel/2020/07/15/het-recht-op-abortus-is-geen-pasmunt-voor-een-falende-regeringsvorming/

One Health et sens de la nuance: comment lutter contre une nouvelle pandémie

Publié le 31 juillet 2020 par :

Sam Proesmans, médecin spécialiste en médecine interne et santé publique

Ceux qui n'ont pas encore fait le lien entre la crise du corona et la destruction de notre cadre de vie[1] constituent une minorité. L'enquête sur la société post-corona que nous avons menée auprès de jeunes adultes révèle que pas moins de 70 % d'entre eux demandent des efforts supplémentaires pour protéger la nature. Si nous semblons avoir pris conscience du lien entre dégradation de l'environement et crise sanitaire, ainsi que de la nécessité d'agir, la question essentielle est toutefois de savoir si les choses vont réellement changer : le commerce des espèces sauvages, tant légal que sur le marché noir, est plus florissant que jamais, et l'industrialisation de l'élevage se poursuit à un rythme effréné. Nous n'avons pas tiré les leçons du passé, tant s'en faut : le SARS-CoV-2 est déjà le troisième coronavirus[2] qui provoque une épidémie majeure en 16 ans à peine. Selon les estimations, la faune abrite encore quelque 1,67 million de virus inconnus, dont plusieurs milliers de coronavirus[3].

Plus de 60 % des répondants à notre questionnaire établissent également un lien entre le lourd bilan provoqué par le virus et le manque d'investissements dans la prévention des maladies. Il est en effet rapidement devenu évident que des maladies sous-jacentes, telles que l'obésité, augmentaient considérablement le risque d'hospitalisation et de mortalité imputable au COVID-19. Ce n'est pas une surprise : voilà des années que les experts soulèvent le problème, et c'est pour cette raison d'ailleurs que j'ai décidé l'année dernière de raccrocher mon stéthoscope[4]. Pourtant, ce ne sont pas les recommandations qui ont manqué dernièrement[5]. Il revient aux politiciens de transposer celles-ci dans une politique résolue englobant plus que la seule espèce humaine : la santé des êtres humains, de l'environnement, mais aussi des animaux, doit être perçue comme un tout. Cette approche, appelée One Health, est taillée sur mesure pour Sciensano, l'organisme de recherche fédéral dans le domaine de la santé[6].

PRÉCISIONS SCIENTIFIQUES ÉLÉMENTAIRES

À la lumière de ces deux informations claires, on pourrait affirmer, avec la prudence qui s'impose, que ce groupe des 25-35 ans a relativement bien résisté au tandem pandémie-désinformation. Il reste cependant à savoir comment le reste de la population a ressenti la déferlante de théories du complot et de manchettes sensationnelles. Mieux vaut une certitude de façade qu'une incertitude de bonne foi, tel semblait être l'adage : les médias traitent d'études scientifiques avant même leur examen par des pairs, semblent ignorer le concept d'évolution des connaissances, et ne prennent pas la peine d'expliquer la différence entre un virologue (celui qui étudie le virus au microscope), un infectiologue (celui qui traite le patient atteint du COVID-19) et un épidémiologiste (celui qui analyse le comportement du virus au sein de la population). Tout le monde se voit en effet affublé par paresse du titre de « virologue », créant ainsi le sentiment qu'un « virologue » contredit une autre « virologue » dans l'heure, alors que cette dernière est en réalité épidémiologiste et que son cadre de travail – et, partant, sa vision des choses – diffèrent énormément.

Cette confusion dans la communication est favorisée par le manque d'accès aux informations scientifiques. Le fait que pas moins de 77 % de nos répondants estiment qu'il devrait être obligatoire de communiquer ouvertement et gratuitement les résultats de la recherche scientifique constitue toutefois un signe encourageant. Cette discussion est menée depuis des années par le mouvement dit Open Access[7], lequel soutient à juste titre qu'il est absurde que la recherche s'abrite derrière des murs payants alors qu'elle est financée par l'argent des contribuables. La Commission européenne a pris depuis 2012 des mesures qui vont dans le bon sens[8], mais le pouvoir démesuré détenu par une poignée de grands éditeurs freine toute évolution.

En mettant l'accent, d'une part, sur la prévention dans une optique One Health, et, de l'autre, sur une communication plus nuancée et plus complète (via Open Access) par les scientifiques et les médias, nous serons, espérons-le, mieux à même de faire face à un prochain cocktail désinformation-virus-pandémie.

[1] https://amp.theguardian.com/world/2020/jun/17/pandemics-destruction-nature-un-who-legislation-trade-green-recovery
[2] https://www.cdc.gov/coronavirus/types.html
[3] https://e360.yale.edu/features/before-the-next-pandemic-an-ambitious-push-to-catalog-viruses-in-wildlife
[4] https://www.knack.be/nieuws/belgie/na-13-jaar-ben-ik-van-plan-om-de-geneeskunde-vaarwel-te-zeggen-ik-wil-geen-dokter-meer-zijn/article-opinion-1451199.html
[5] https://www.standaard.be/cnt/dmf20200623_04999395
[6] https://www.sciensano.be/nl/gezondheidsonderwerpen/one-health
[7] https://openaccess.be/
[8] https://ec.europa.eu/research/openscience/index.cfm?pg=openaccess

Le chômage longue durée

Sortir les gens du chômage passe par un vrai parcours de formation

Publié le 8 août 2020 par :

Nathalie François, juriste spécialisée en droit public

En 4ème position dans le top 5 des affirmations les plus plébiscitées par les jeunes adultes interrogés : « Les chômeurs de longue durée devraient être déployés plus souvent pour des tâches sociales et caritatives. » 73% des votants sont favorable ou très favorable à cette affirmation. Belle majorité. Et si on inversait la perspective : des activités sociales et caritatives au service des chômeurs longue durée et non comme un « dû » à la société.

QUI SONT LES CHÔMEURS LONGUE DURÉE ?

Est chômeur longue durée une personne qui cherche un emploi depuis plus d'un an.

Selon l'OCDE, en Belgique, le taux chômage longue durée, soit la proportion des chômeurs de longue durée dans le total des chômeurs, est de 43.5 % (contre 40.4 pour la moyenne UE)[1].

Le chômage longue durée est un problème qui concerne tout particulièrement les personnes plus âgées : « Les plus âgés sont moins souvent au chômage mais, quand ils perdent leur emploi, il leur est plus difficile d'en retrouver un »[2]. Mais aussi les personnes les moins qualifiées : « Moins les demandeurs d'emplois sont formés, plus longtemps ils risquent de rester au chômage »[3]. Soit, sans trop grossir le trait, les personnes dont les compétences ne correspondent pas ou plus au marché du travail.

Ainsi, selon Jules Gazon, « le manque d'anticipation des formations et de l'enseignement face aux défis du redéploiement des activités et à la préparation aux nouveaux métiers, constituent les causes majeures du chômage de longue durée »[4].

[1] https://data.oecd.org/unemp/long-term-unemployment-rate.htm
[2] https://www.inegalites.fr/qui-sont-les-chomeurs-de-longue-duree [vrije vertaling
[3] https://www.hogeraadvanfinancien.be/sites/default/files/public/publications/hrf_1995_06.pdf
[4] http://www.reflexions.uliege.be/cms/c_20901/activation-des-chomeurs-de-longue-duree-un-leurre [vrije vertaling]

Et la situation des chômeurs de longue durée risque de s'aggraver. En période de crise, « les entrées dans le chômage augmente(nt) tandis que les sorties bénéficient en priorité aux chômeurs au chômage depuis peu »[5].

Les 25-35 serait donc une génération égoïste qui, en dépit de ces constats, voudrait que les chômeurs longue durée « méritent » leur allocation ?

Peut-être. On notera en effet que cette affirmation a plus de succès auprès des classes sociales plus élevées (82% de favorable et très favorable), qu'auprès des classes moyennes (60%).

Mais peut-être pas… Juste derrière dans le peloton de tête, on retrouve en effet l'affirmation suivante : « La lutte contre la pauvreté doit toujours être une priorité politique, et pas seulement en période de crise économique », plébiscitée par 71% des répondants. De même, près de 60% des jeunes interrogés pensent que « Le gouvernement doit fournir un revenu de base universel à chaque citoyen ».

PEUT-ÊTRE JUSTE UNE GÉNÉRATION QUI RÉFLÉCHIT DIFFÉREMMENT, ALORS ?

Alors que la cause du chômage partiel est un problème de compétence, les chômeurs longue durée bénéficient trop peu des formations. La majorité d'entre elles restent conçues selon un schéma traditionnel qui ne leur convient pas, soit qu'il ait déjà été la cause de leur abandon initial du milieu scolaire, soit qu'ils disposent de trop d'expériences pour s'adapter facilement à un retour sur les « bancs de l'école ».

Or, selon les conclusions d'une conférence organisée par la Commission européenne, « Pour le chômeur de longue durée, il est important de pouvoir suivre une formation sur le terrain, une combinaison d'intégration et d'aptitudes techniques et sociales du 21e siècle »[6].

Utilisons donc les activités sociales et caritatives pour construire de vrais parcours de formation, qui permettent aux chômeurs longue durée d'acquérir des compétences pertinentes sur le marché de l'emploi, en alternant dans la durée théorie, terrain et temps de réflexion sur l'activité sur le terrain.

Pas en donnant, sans le rémunérer, à un chômeur un "emploi" faiblement qualifié dans le secteur associatif ou social (en risquant de créer indirectement un nouveau chômeur, selon les analyses très critiques des systèmes imposant du « volontariat » aux chômeurs en Angleterre[7]). Mais en intégrant ces activités dans un parcours formatif complet qui fait du sens pour le développement des compétences des personnes concernées, et vise un retour à l'emploi durable en sortie de parcours.

Cela aura un coût, bien sûr. Mais il s'agit d'un investissement, qui viendra compenser celui n'a pas été fait à temps dans la formation continue.

[5] https://www.insee.fr/fr/statistiques/1288513?sommaire=1288529 [vrije vertaling]
[6] https://www.vbo.be/actiedomeinen/sociale-zekerheid/werkloosheid/bringing-the-long-term-unemployed-back-into-work_2019-01-03/
[7] https://www.standaard.be/cnt/dmf20190911_04603553?&articlehash=CE62E12162EB6A4DE66626CBBD9DBC-4079246910776F47DED4E1C9A2465E2E276AF6C5D3802D783238E702A8A759A9BE86926E808102D6E-2EAA8A904708194A6

L'Europe doit se penser en puissance et pas seulement en projet

Publié le 14 août 2020 par :

Paul Dermine, chercheur en droit
Dorian Feron, Advocat

Le Cobot LBR iiwa a révolutionné la vie des ouvriers allemands de BMW. Ce robot, un bras articulé gris et orange, leur permet désormais d'installer des pièces de plusieurs kilos au millimètre près. Ce bijou technologique est une des fiertés de Kuka, spécialiste des robots industriels fondé en 1898 en Bavière.

Loin du quotidien des ouvriers allemands, Kuka est également dans les têtes des décideurs politiques et économiques allemands depuis fin 2016. En effet, à la surprise générale, le groupe chinois Midea, à l'insatiable appétit, s'en emparait en août 2016 pour plus de 4 milliards d'euros.

Chaque année, des dizaines d'entreprises européennes de pointe, dont la technologie est prisée partout dans le monde, passent soudainement aux mains de sociétés d'État, le plus souvent russes, chinoises ou du Golfe.

EXCÈS DE CANDEUR

Que nous dit Kuka? Que l'Europe pèche parfois par naïveté, par excès de candeur. Que sa foi inconditionnelle dans le principe d'ouverture et son allergie au protectionnisme l'exposent, et pourraient précipiter son déclassement.

Ne nous y trompons pas: l'investissement direct étranger et la libre circulation des capitaux sont nécessaires et ont des bienfaits indéniables sur l'emploi et le dynamisme de nos économies. Mais lorsque cette ouverture menace de faire passer nos secteurs stratégiques sous domination étrangère, lorsqu'elle risque de priver l'Europe d'un savoir-faire patiemment élaboré, lorsqu'elle met en péril l'emploi et l'ancrage local d'entreprises historiques, l'ouverture devient nocive. Sans réciprocité ni transparence, pas de concurrence saine. Kuka n'est finalement qu'un exemple parmi tant d'autres du décalage grandissant entre les principes et valeurs que l'Europe a traditionnellement voulu porter et incarner, et ses intérêts.

La crise du Covid-19 et la récession économique qui nous frappent ne font qu'accélérer l'exposition de notre économie. Dans les secteurs en crise, nos concurrents ont déjà commencé leur marché. Sans un changement de paradigme, l'Europe risque de payer le prix fort de son aveuglement.

L'INTÉRÊT BIEN COMPRIS DE L'EUROPE

Partout, jusqu'au sein de la Commission européenne, des voix s'élèvent pour appeler à la réaction. 63% de nos sondés nous disent que le vieux continent est à un tournant, et doit se réinventer pour préserver la confiance de ses citoyens. Ce souhait partagé doit générer une réflexion plus générale en Europe sur notre rapport au monde, et la place que nous entendons y occuper. L'Europe doit pouvoir se penser en puissance, et pas seulement en projet. Elle doit apprendre à parler la langue du pouvoir et des intérêts, et pas seulement celle du droit et des normes.

Des mesures concrètes pourraient rapidement être adoptées. Angela Merkel plaide par exemple pour un véto étatique sur les investissements étrangers de plus 10% dans le capital d'entreprises actives dans des secteurs dits critiques, tels que l'industrie pharmaceutique, la construction automobile ou l'intelligence artificielle. Instaurer à charge des investisseurs étrangers une obligation de divulgation de leur structure actionnariale permettrait de déterminer dans quelle mesure ces derniers sont pilotés par des puissances publiques étrangères.

Et pourquoi pas imposer, à l'instar de la Chine, des conditions aux investisseurs subventionnés de partager la technologie existante?

Il faut également oser s'attaquer à nos règles de concurrence, qui bien souvent empêchent nos entreprises de rivaliser sur la scène internationale, en vue de favoriser l'émergence de champions européens, capables de donner le ton aux géants chinois et américains dans les secteurs d'avenir. De la même manière, une politique d'aides d'État plus ambitieuse, ciblée et harmonisée, contribuerait à restaurer l'équité de l'économie globale.

DE VÉNUS À MARS

Il y a quinze ans, dans "Of Paradise and Power", le géopoliticien américain Robert Kagan nous expliquait que les États-Unis descendent de Mars et l'Union européenne de Vénus. Alors que les premiers demeurent attachés à une vision réaliste des relations internationales, nécessairement conflictuelles, les seconds se prévalent d'une vision idéaliste du monde, qu'il s'agirait de conduire vers la paix perpétuelle si chère à Kant.

Le constat de Kagan tient toujours aujourd'hui. Pourtant, l'ordre international a entre-temps profondément changé. Le multilatéralisme régresse; c'est aujourd'hui le réalisme à l'américaine qui domine. La crise du Covid-19 doit être appréhendée comme un signal d'alarme et appelle un réveil. L'Europe doit s'aguerrir, se donner les moyens de rivaliser au risque de se laisser submerger. De Vénus, se faire Mars, sans renier ses idéaux.

L'enseignement

L'intelligence émotionnelle, une boussole en temps de crise

Publié le 21 août 2020 par :

Sophie Buysse, fondatrice de Debateville, un programme de débat extrascolaire

La crise du corona sera-t-elle suivie d'une autre pandémie? L'intelligence artificielle rendra-t-elle superflu l'emploi de millions de personnes? La pénurie d'eau potable ou les conditions météorologiques extrêmes liées au réchauffement climatique nous rattraperont-elles plus vite que prévu? Seule certitude, notre société poursuivra son évolution à un rythme effréné. Ne devrait-on pas penser à enseigner ces attitudes et compétences qui permettront aux plus jeunes générations de faire face à l'avenir?

Mon travail avec les jeunes en situation vulnérable m'a permis de constater que ceux qui parviennent le mieux à s'extirper de leur situation ont pour point commun leur intelligence émotionnelle. Confrontés à des défis similaires, ceux-ci trouvent de meilleures solutions que les autres personnes de leur âge.

APPRENTISSAGE SOCIO-ÉMOTIONNEL

Le processus pédagogique qui vise à apprendre à mieux s'accepter soi-même et les autres est appelé "apprentissage socio-émotionnel" (ASE) et couvre cinq domaines: conscience de soi, motivation, empathie, compétences relationnelles et contrôle émotionnel, à savoir la capacité de s'atteler à un objectif sur le long terme.

Comme le montrent des recherches effectuées en 2017 par l'Université de Chicago et l'organisation CASEL (Collaborative for Academic, Social, and Emotional Learning), l'apprentissage socio-émotionnel améliore de 13% les performances scolaires des étudiants, soit un gain d'un mois d'apprentissage complet sur une année scolaire. En d'autres termes, la courbe d'apprentissage des jeunes augmente lorsqu'ils se connaissent mieux, parviennent à collaborer, ou sont mieux à même de faire face à une pression sociale inappropriée. L'étude démontre également qu'à long terme, le renforcement des compétences socio-émotionnelles entraîne une diminution des comportements criminels et de la consommation de drogue, améliore la santé mentale et accroît la probabilité d'obtenir un diplôme.

Même si l'on est d'avis que l'objectif principal de l'école est le transfert de connaissances, on ne peut ignorer le fait que notre société a tout à gagner à renforcer la sociabilité et la résilience émotionnelle des prochaines générations.

SE RÉINVENTER EN PERMANENCE

Comme l'écrit Yuval Noah Harari dans "21 leçons pour le XXIe siècle", une grande partie de ce que les enfants apprennent aujourd'hui à l'école ne leur sera plus d'aucune utilité sur le marché du travail en 2050. Il est donc nécessaire, afin de conserver toute sa pertinence sur le plan économique, mais surtout social, de continuer à apprendre tout au long de sa vie et de se réinventer en permanence. Il sera plus important de se connaître soi-même et de pouvoir bâtir des relations saines et durables que d'apprendre par exemple à dessiner un relief ou à énumérer les moments clés de l'Empire mésopotamien.

Même si acquérir de nouvelles connaissances est toujours enrichissant, la voie du développement personnel va bien au-delà. Et notre société ne pourra véritablement progresser que si les jeunes apprennent à composer avec le point de vue de l'autre, et si nous parvenons à surmonter la polarisation sur les réseaux sociaux.

Ces derniers mois, de nombreux enseignants et équipes de direction se sont vus contraints de faire un grand bond numérique. Ils ont expérimenté, et découvert de la sorte nombre de nouvelles pratiques éducatives. Notre enquête n'a pas permis de dégager un consensus quant à la question de savoir s'il fallait désormais que les élèves suivent un programme personnalisé associant apprentissage numérique et cours en classe. Cela s'explique peut-être par la crainte qu'éprouvent certains de perdre du même coup l'aspect social de l'école. Celui-ci est en effet irremplaçable. L'école constitue une mini-société où les jeunes font l'apprentissage de la diversité, apprennent à coopérer et à maîtriser un environnement fluctuant.

Pendant le confinement, de nombreux jeunes ont également pris soin de leurs voisins plus âgés, une expérience unique qui renforce à n'en pas douter leur empathie et leurs compétences sociales. Pour 68% des jeunes adultes que nous avons interrogés dans le cadre de notre étude sur le corona, cette solidarité doit désormais faire partie intégrante de la prise en charge des personnes âgées.

Profitons donc, en tant que société, de chaque occasion qui nous est donnée de nous affermir sur le plan socio-émotionnel. Nous serons ainsi plus résilients lorsque la prochaine crise nous frappera.

Les politiques de soutien aux PME face à la crise sanitaire : « business as usual » ?

Publié le 28 août 2020 par :

Adil El Madani, économiste

Les PME constituent le cœur névralgique de notre économie. Disposant de liquidités plus faibles que celles des grandes entreprises, nombre d'entre elles rencontrent des difficultés majeures pour traverser la crise actuelle. Les jeunes (25-35 ans) que nous avons interrogés soutiennent un rôle plus actif de l'Etat dans l'économie en cette période de crise sanitaire : près de 55% d'entre eux souhaitent voir le gouvernement stimuler la production et la consommation pour revenir le plus vite possible aux niveaux d'avant la crise. 58% estiment que les travailleurs indépendants doivent bénéficier du même filet de sécurité économique que les employés. Toutefois, les politiques de soutien aux PME ont souvent été en port-à-faux avec certains objectifs macroéconomiques. La crise actuelle risque de ne pas changer les choses, et apelle des solutions.

DÉFINITION FLOUE

Un groupe d'experts ad hoc a été mis en place à l'échelon national afin d'offrir des solutions aux PME dans le cadre de la crise sanitaire que nous traversons. Malgré cela, le problème de la polysémie de la définition des PME demeure. « Mal nommer les choses c'est ajouter au malheur du Monde » jugeait Albert Camus. Bien avant la crise du COVID-19, de nombreuses mesures de soutien aux PME étaient trop globales, avec un ciblage flou et ambigu, ne permettant pas d'exclure les entreprises qui n'avaient pas du tout besoin de support public. Force est de constater que la crise actuelle ne change pas la donne.

A titre d'illustration, l'administration Trump a publié début juillet la liste des entreprises bénéficiaires de ses mesures de soutien : on y retrouve de nombreux cabinets de conseil politique et des agences de lobbying, voire même des écoles privées telles que la St. Ann's School de New York. Le ciblage est donc sujet à question. De par le fait qu'elles ont moins de chance d'entretenir une certaine promiscuité avec les hauts fonctionnaires ou les décideurs politiques, les PME ont en effet une probabilité considérablement réduite de se voir concéder quelque avantage que ce soit.

ÉVALUATION ET PERFORMANCE

Par ailleurs, l'absence d'une culture rigoureuse d'évaluation des politiques publiques dans notre pays renforce la dynamique sans fin du creusement du déficit public. La perte est double : impossibilité de tirer les leçons des recettes politiques qui marchent bien et moins bien, et absence d'incitants à mettre en place des politiques orientées vers des résultats spécifiques. Alors que la charge de la dette est déjà d'environ 11 milliard par an - ce qui équivaut en moyenne au budget dédié à l'enseignement francophone en Belgique - les vannes publiques demeurent largement ouvertes. Même si des dépenses publiques sont essentielles pour éviter un effondrement de notre tissu économique qui coûterait encore plus cher à notre société, l'absence d'évaluations ex-post et systématiques des mesures mises en œuvre encourage les pouvoirs exécutifs de notre pays à poursuivre des dépenses à tout-va sans courir le risque de se voir reprocher des résultats mitigés.

Deux recommandations peuvent être formulées. Tout d'abord, une définition politique et statistique unique pour les PME en Belgique calquée sur la définition européenne de 2003 – à tous les échelons de pouvoir - avec l'obligation d'utiliser celle-ci dans les mécanismes de soutien. En 1998, l'Agence pour la Simplification administrative s'était déjà vue octroyer la mission de « formuler des propositions concrètes pour l'utilisation généralisée d'une définition uniforme afin de mieux cibler la politique spécifique en faveur des PME », et ce sans résultat face à la complexité de la tâche. La crise actuelle peut se révéler être l'occasion idéale d'enfin pallier l'absence de définition commune. Deuxième préconisation : offrir des évaluations systématiques des politiques de soutien aux PME en commençant par (i) publier les données relatives aux entreprises bénéficiaires d'aide publique et par (ii) mettre en place des comités d'évaluation dans chaque service public afférent aux PME, qu'il soit régional ou fédéral. C'est à ce prix-là que notre économie et ses PME deviendront plus résilientes et surtout mieux soutenues par les pouvoirs publics en période de turbulence économique.

5. Liste complète des déclarations

Déclarations générales (présentées sous forme aléatoire)

1: Nous sommes entrés dans une ère où les pandémies **seront plus fréquentes** et auront **un impact plus important sur notre vie**. (pg. 6, 14, 22)
2: La crise du corona est une **conséquence de la mondialisation** et plus spécifiquement de **l'impact de l'homme sur la vie animale**. (p. 6)
3: La crise du corona a **changé notre société de manière permanente**. (pg. 6, 22)
4: La crise du corona a **changé mon comportement personnel et/ou mes convictions de manière permanente**. (p. 6)

Déclarations spécifiques (présentées sous forme aléatoire)

1: Le revenu des travailleurs devrait être basé sur le **caractère « essentiel » de leur travail pour le fonctionnement de la société**. (P.ex. les infirmiers et les banquiers pourraient gagner le même salaire.) (pg. 9, 10, 18)
2: Je suis disposé(e) à **accepter des restrictions de mes libertés** pour pouvoir atteindre des objectifs collectifs pour l'homme et l'environnement (par exemple, uniquement utiliser la voiture pour des déplacements essentiels pendant certains jours pour réduire les émissions de CO2 nocives). (pg. 7, 8, 23)
3: Le gouvernement devrait prévoir un revenu de base universel pour chaque citoyen. Cela signifie que tout le monde, peu importe sa situation professionnelle, reçoit le même revenu de base qui peut ensuite être complété avec un revenu sur la base du travail qu'on exerce. (pg. 10, 11, 18, 33)
4: Le gouvernement devrait se **préoccuper moins du déficit public**, il vaudrait mieux emprunter plus d'argent pour résoudre des défis sociétaux importants (comme la crise du corona ou la crise climatique). (pg. 9, 11, 39)
5: Les gouvernements devraient **obligatoirement faire fabriquer localement des produits essentiels**, comme des masques chirurgicaux. (pg. 9, 10, 18)
6: Les entreprises devraient miser sur une répartition géographique de leur chaîne de production pour **garantir de pouvoir continuer à fonctionner pendant des crises**. (pg. 9, 10)
7: L'objectif principal du gouvernement est de **continuer à faire fonctionner l'économie**, même si des risques de santé y sont liés. (pg. 9, 11)
8: Le **compromis entre l'économie et notre santé ne devrait pas exister**: notre économie devrait éventuellement être réformée pour garantir la santé publique. Même si cela implique des frais. (pg. 9, 10)
9: Il devrait être obligatoire de partager ouvertement et gratuitement **les résultats de la recherche scientifique sur l'homme et l'environnement avec tous les autres scientifiques et les autorités publiques**. (par exemple, recherche sur le corona, développement de vaccins, etc.) (pg. 10, 11, 31)
10: La santé publique n'est pas nécessairement plus importante que le droit à la confidentialité. Les gouvernements ne peuvent donc **pas simplement collecter des informations au sujet de leur population**, même si c'est en raison de la protection de la santé. (p. 8)
11: Le gouvernement belge devrait **construire des programmes de surveillance importants** afin de mieux protéger les citoyens à l'avenir contre des défis tels que les actes de terrorisme et les pandémies. (p. 8)
12: Si l'Union européenne peut démontrer son utilité durant cette crise, **les citoyens pourront renouveler leur confiance dans le projet européen à l'avenir**. (pg. 13, 35)
13: Les pays réussissent plus s'ils entreprennent des actions au **niveau national** au lieu de collaborer au niveau international. (pg. 12, 13)
14: La particratie et les politiciens professionnels bloquent la démocratie. **Les experts indépendants et les citoyens ordinaires devraient pouvoir participer plus dans le monde politique.** (pg. 12, 13, 23)
15: Le système constitutionnel belge (gouvernement fédéral, gouvernement flamand/bruxellois/wallon, etc.) **devrait être repensé** en privilégiant la simplicité et l'efficacité, et non pas les préférences communautaires. (pg. 12, 13, 18, 23, 28)
16: Le focus des soins de santé publics devrait changer : on devrait **investir plus dans la prévention** (comme arrêter de fumer, diminuer le taux d'obésité, etc.), et moins dans le traitement pur de maladies. (pg. 14, 15, 31)
17: **Les soins de santé numériques et téléphoniques** (par exemple : consultation avec le médecin par chat vidéo, etc.) devraient être le premier moyen de contact entre les patients et les médecins, si possible. (pg. 16, 17, 18)
18: Le gouvernement devrait adapter les normes de logement pour garantir que tous les **bâtiments disposent obligatoirement d'un espace intérieur et extérieur adéquat**. (p. 15)
19: Le transport public devrait **toujours pouvoir lier toutes les régions du pays**, même s'il n'y a que peu de passagers. (pg. 9, 10)
20: Le gouvernement **devrait miser sur l'infrastructure routière et les moyens de transport individuels** (comme le vélo, la moto ou la voiture) parce qu'il est plus difficile de garantir la distanciation sociale sur le transport public. (pg. 9, 10, 11)
21: Plus de citoyens devraient **aller vivre en zone rurale**, car la vie en ville peut être dangereuse lors de crises comme les pandémies ou les vagues de chaleur. (p. 15)
22: Les gouvernements devraient étendre les espaces publics et verts (comme les parcs, les forêts, etc.) dans et à proximité des villes. (pg. 14, 15, 18, 21, 25)
23: La liberté de mouvement, comme les voyages internationaux, est un droit fondamental. **Les frontières** devraient donc **toujours demeurer ouvertes**, même pendant des crises. (p. 8)
24: 'Les normes de **'distanciation sociale' devraient faire partie de notre culture**. C'est notamment plus sûr pour notre santé publique même s'il n'y a pas de crise. (pg. 16, 17)
25: Désormais, les enfants ne devraient plus suivre le **programme scolaire traditionnel, mais un programme d'apprentissage individualisé** qui combine les cours dans la classe avec des cours et des tâches digitaux. (pg. 16, 17,37)
26: Les prisonniers emprisonnés pour des petites délinquances devraient être suivis plus souvent via des **bracelets électroniques** pour éviter les prisons surpeuplées, même s'il n'y a pas de crise. (p. 17)
27: Actuellement, le Parlement fédéral doit d'abord approuver les avis du Conseil National de Sécurité avant qu'ils ne soient implémentés en tant que lois. Les avis du Conseil National de Sécurité devraient être directement implémentés en tant que lois à l'avenir, **sans intervention du Parlement**. (pg. 12, 13)
28: La migration économique pendant la crise est irresponsable : en tant que citoyen, on est **obligé de stimuler l'économie dans son pays**. (p. 8)
29: Les indépendants devraient avoir **la même protection économique** que les employés. (pg. 9, 10, 23, 38)
30: Maintenant que nous avons pu faire diminuer nos émissions de CO2 pendant le confinement, cette tendance devrait se poursuivre et **nous devrions limiter à l'essentiel nos déplacements avec les transports aériens, maritimes et routiers**. (pg. 7, 8, 14, 15)
31: Il y a une interconnexion entre les virus et les problèmes climatiques : **la crise climatique** devrait devenir la **priorité** suivante pour la politique. (pg. 14, 15, 29)
32: **La radiotélévision publique devrait être fédérale belge**, et ne devrait pas être divisée en Flandre et Wallonie. (pg. 12, 13)
33: La prospérité ne peut pas continuer à augmenter : **cela ne poserait aucun problème si notre génération était 'plus pauvre' que celle de nos parents**. Nous allons assez bien. (pg. 16, 17, 10)
34: Pendant le confinement, beaucoup de jeunes prenaient soin de leurs voisins plus âgés. Cette solidarité devrait **faire partie des soins aux personnes âgées de façon permanente**. (pg. 7, 18, 37)
35: Le secteur culturel est **indispensable** à la société et doit toujours être protégé. (pg. 10, 11)
36: **La lutte contre la pauvreté** devrait toujours être une priorité de la politique, pas uniquement pendant une crise économique. (pg. 7, 18, 23, 33)
37: Les écoles devraient **toujours rester ouvertes pendant l'été** pour accompagner les enfants avec des difficultés d'apprentissage. (pg. 16, 17)
38: **Les chômeurs de longue durée devraient être déployés plus souvent** pour des tâches sociales et caritatives. (pg. 7, 18, 23, 32, 33)
39: La **solidarité émerge plutôt au niveau local** (via des assemblées locales par exemple) et pas au niveau des organes administratifs. Il faut donc donner plus de pouvoir au niveau local. (pg. 12, 13)
40: **Le gouvernement devrait encourager les niveaux de production et de consommation** à retourner le plus vite possible à leurs niveaux d'avant la crise. (pg. 16, 17, 38)
41: Après cette crise, les gens seront **moins enclins à faire de longues heures de bureau** parce qu'ils se sont rendu compte de l'importance du temps libre pour les loisirs et les activités sociales. (pg. 16, 17)
42: Les entreprises devraient privilégier des **structures organisationnelles plus plates** (où il n'y pas de structure hiérarchique) et des équipes autonomes pour être plus résistantes aux crises. (pg. 9, 11, 27)
43: À l'avenir, nous allons **miser plus sur la protection des animaux sauvages**, par exemple par arrêter la déforestation. (pg. 14, 30)

Colofon

La voix de notre génération pendant la crise du corona.

Deze uitgave is ook verkrijgbaar in het Nederlands:
De stem van onze generatie tijdens de coronacrisis.

AUTEURS
Sofie De Coker, Stefanie Dens et Magali Van Coppenolle.

GRAPHIQUE & MISE EN PAGE
Glenn Vanhasselt

DÉPÔT LÉGAL
D/2848/2020/16

NUMÉRO DE COMMANDE
3750

Une édition du Groupe du Vendredi, un projet de la Fondation Roi Baudouin.
Cette publication peut être téléchargée gratuitement en ligne sur notre site web www.v-g-v.be